

GENDARMERIE POUR LA ZONE DE DÉFENSE ET SÉCURITÉ SUD-EST – SERVICES DES
SOUTIENS ET DES FINANCES ZONAL - BUREAU BUDGET ADMINISTRATION-CELLULE
MARCHE

C.C.A.P. Simplifié

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (Simplifié en procédure
adaptée) aux Travaux de bâtiment**

MARCHÉS PUBLICS D'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE BÂTIMENTS

Effectués dans le cadre du maintien en condition et de maintenance des infrastructures domaniales
agréées de la Région de Gendarmerie de Rhône-Alpes

MARCHÉ DE TRAVAUX PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

(articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique)

MAPA n° 2022-000003 à 000007 Alloti (Lot 1 à 5)

DOSSIER DE CONSULTATION N°2022/RGRA/DAO/SF/ BBA/RPA/BIL 01 du 11/01/2022

Objet : Travaux d'exécution concernant la rénovation des salles de bains, cuisines, W.C et de réfection électrique dans 16 logements occupés, avec des travaux de VMC de la caserne de gendarmerie GUILLERMIN à CHAMONIX. Opération de travaux en présence d'amiante.

Ce CCAP est rédigé en tenant compte de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19 et de sa période actuelle

Date et heure limites de réception des offres électroniques : 7 MARS 2022 14H00

Type de marché de travaux et catégorie d'ouvrage : Ouvrage de bâtiment - Opération de travaux de rénovation de pièces humides et de réfection électriques dans des logements occupés.

Immeuble(s) concerné(s) par les travaux du marché adapté : 3 bâtiments de l'enceinte de la caserne de gendarmerie Guillermin à CHAMONIX-MONT BLANC - 16 logements de type 1 2 3 et 4 sur R0 à R4

Maître d'ouvrage et sa destination : Public soumis à la réglementation de la commande publique (Loi MOP). État – MININT Les travaux de l'ouvrage sont exécutés au profit et pour le compte de la Région de Gendarmerie de Rhône-Alpes (au profit de caserne domaniale).

Maîtrise d'œuvre - Missions de base-Catégorie réhabilitation de bâtiment confiée à : SAS

D'ARCHITECTURE ARCHIDISTEC- DISTEC INGENIERIE 63110 BEAUMONT CDIS

Site d'exécution de l'ouvrage : Caserne de Gendarmerie Guillermin -111 rue de la Mollard à CHAMONIX-MT BLANC-74400

Représentant du pouvoir adjudicateur-Acheteur : Commandant de région de Gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes et la gendarmerie pour la zone de Défense et de sécurité sud-est. RPA

Numéro de nomenclature communautaire (CPV) principaux par lots : 45330000-9 Travaux de plomberie - 45331210-1 Travaux d'installation de ventilation- 45311200-2 Travaux d'installations électriques – 45454100-5 Travaux de réfection - 45421150-0 Travaux installation de cuisines équipées- 45262660-5 Travaux de désamiantage

Table des matières:

Ce présent CCAP-S en procédure adaptée intègre les conditions de participation de la consultation

NUMERO DES ARTICLES	INTITULE DES ARTICLES	PAGE
Article 1	Partie et autres définitions	4
Article 2	Objet du marché /Dispositions générales de la procédure/Étendue et décomposition du besoin	5
Article 3	Bénéficiaire et destination de l'ouvrage et des/ Ouvrage / Lieu d'exécution- Maîtrise d'œuvre et Maître d'ouvrage - Intervenant extérieur	11
Article 4	Dossier de consultation des entreprises (DCE)/information des candidats	15
Article 5	Modalités d'exécution/ Réalisation de l'ouvrage/Préparation	24
Article 6	Dispositions des obligations environnementales et sociales	27
Article 7	Organisation du chantier/Installation/Coordination/Sécurité et Hygiène	30
Article 8	Sous-traitance et condition de paiement	35
Article 9	Notation/Attribution//Pièces contractuelles/Plis	36
Article 10	Prix/ Règlement/Avance/Décompte-Acompte-Pénalités et primes	42
Article 11	Résiliation du marché/Litiges et Différend/Interruption des travaux	49
Article 12	Garanties/réception	50
Article 13	Propriété intellectuelle	53
Article 14	Déroptions aux documents généraux du CCAG Travaux 2021	53
Annexes jointes au présent CCAP-S	Annexe I Aide sur la dématérialisation PLACE et signature électronique Annexe II dématérialisation des factures de travaux MOE CHORUS-PRO Annexe III Aide sur l'utilisation du formulaire DUME pour les entreprises Guides (2) plaquettes relatives aux clauses sociales (maison de l'Emploi Insertion par la commande publique Fiche métier amiante Plombier chauffagiste INRS ED4270 Fiche station de travail exposant à l'amiante INRS ED6005 Fiche ADEME CEE BAR TH 127	

ARTICLE 1 – PARTIES ET AUTRES DÉFINITIONS

Les correspondances, sigles et autres définitions indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document.

Au sens du présent marché, les parties sont :

Maître d'ouvrage = **Acheteur** pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché de travaux. Région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes dans cette consultation du marché.

Maître d'ouvrage et représentant = Dès la conception du dossier de consultation, le maître d'ouvrage désigne son représentant, le bureau immobilier et du logement placé sous son commandement, chargé du suivi et de le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

Candidat = Opérateur économique soumissionnaire qui demande à participer ou est invité à participer à une procédure de passation d'un contrat de la commande publique

Représentant du Pouvoir Adjudicateur - Acheteur = Représentant du pouvoir adjudicateur est la personne habilitée au sein de la Région de Gendarmerie Auvergne – Rhône-Alpes, disposant d'un budget, à signer et à conclure le marché en application de cette présente consultation en procédure adaptée. Cette personne est autorisée à déléguer par décision réglementaire, à des personnels placés sous son autorité, pour signer en son nom des actes de la commande publique, selon la compétence financière définie.

Titulaire = Opérateur économique qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur de la région de gendarmerie Auvergne – Rhône-Alpes ou son délégataire.

MOE = Maîtrise d'œuvre est la personne physique ou morale, publique ou privée qui en raison de sa compétence technique est chargée par le maître d'ouvrage ou son représentant d'une mission globale à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation de l'opération objet du marché. En cas de maîtrise d'œuvre mandatée, le RPA le précise sur les documents du marché. L'opération de travaux se situe dans la catégorie de réhabilitation de bâtiment, pour définir les missions du MOE.

Définitions et sigles employés dans ce présent document:

DCE = Dossier de consultation des entreprises

CE = Code de l'environnement

Ouvrage = Résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment remplissant par lui-même une fonction économique ou technique.

Opération de travaux = Lorsque le maître d'ouvrage décide de mettre en œuvre dans une période de temps et un périmètre limités un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

CCTP = Cahier des clauses Techniques Particulières

ATTRI1 = Acte d'engagement, représentant l'offre du candidat et matérialisé par ce nouveau document marché (ex acte d'engagement DC3)

RGPD = Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnelles des personnes physiques et à la libre circulation des données.

DC2 = Document du marché représentant la déclaration du candidat et qui inclut les différentes situations administratives.

DTA = Dossier Technique Amiante

MCA = Matériau et produit contenant de l'Amiante

OPPBTP = Organisme professionnel de prévention du BTP

SITE de l'opération : Lieu géographique des bâtiments destinataires de l'opération

CSTB = Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

CEE = Certificat d'économie d'énergie pouvant être délivrés selon les prescriptions techniques des fiches BAR et/ou BAT de l'ADEME affectés à des matériels spécifiques pour un secteur thermique ou de l'enveloppe d'un bâtiment.

DPGF = Décomposition du prix global et forfaitaire du marché, complété par le candidat, document contractuel en annexe de l'ATTRI1. A ne pas confondre avec le DQE ou détail quantitatif estimatif. Le prix fixé au DPGF est dû selon les termes de la réglementation «quelles que soient les quantités livrées ou exécutées»

GME = Groupement momentané d'entreprise

MOE = Maîtrise d'œuvre déléguée (Loi Mop)

GIE = Groupement d'intérêt économique (permanent)

REEF = Recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés du Bâtiment de France

DUA = Durée d'utilité administrative applicable aux marchés publics

PGC = Plan Général de coordination

PGCSPS = Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

PPSPS= Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

RG=Registre journal ouvert par le coordonnateur SPS

CSPS = Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

DIUO = Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage

DOE =Dossier d' Ouvrage Exécuté

INRS = Institut National de Recherche et de Sécurité

URCLIE = Union Régionale des Collectivités Locales pour l'Insertion et l'Emploi Union Régionales des PLIE regroupant les facilitateurs de la région pour simplifier les démarches des clauses sociales d'insertion

PLACE = **Plate-forme des achats de l'État, support en ligne internet libre d'accès**, de type plateforme dématérialisée des marchés de l'état du **profil acheteur** permettant de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique et de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires. ,

Dématérialisation de la consultation via notre plateforme des Achats de l'État : PLACE: 100 % NUMERIQUE_URL <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La présente consultation est entièrement dématérialisée conformément aux obligations fixées depuis le 1^{er} octobre 2018. Aucune offre papier n'est acceptée.

CHORUS = Outil et système informatique de gestion et comptable déployé par le Ministère de l'intérieur pour suivre les dépenses de l'Administration.

Variante exigée par le RPA (ex option). Notion au titre de la consultation de présent marché

Le terme de variante au sens de cette nouvelle réglementation recouvre les ex options ou prestations supplémentaires éventuelles (pse) imposées et exigées par le RPA.

Cette terminologie s'entend par des travaux supplémentaires, susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux travaux commandés de l'offre de base de l'opération, exigée de l'acheteur et que les candidats ont l'obligation de présenter. Le RPA décide de lever ou non les offres de ces variantes exigées. Le périmètre des variantes exigées est définit dans les documents du marché. Elles ne changent en rien l'offre de base du marché.

DUME est le document unique du marché Européen qui remplace et harmonise dans toutes les procédures tous les différents documents de la candidature (DC1 DC2 et DC4). Ce document DUME opérateur est accepté depuis le 1^{er} avril 2018. Il est mis gratuitement en ligne sur le profil acheteur PLACE. C'est une mise en œuvre du principe « dites-le nous une fois»

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE/DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA PROCÉDURE /ÉTENDUE ET DÉCOMPOSITION DU BESOIN

Par les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières simplifié en procédure adaptée (CCAP-S), du CCTP et de ses annexes, le représentant du pouvoir adjudicateur décide de mettre en œuvre une consultation pour une opération de travaux d'exécution en bâtiment pour réaliser l'ouvrage définit dans l'objet du marché.

Contexte de l'opération-état des lieux – Description sommaire de l'ouvrage :

Ce marché de travaux en procédure adaptée concerne la réalisation d'un ouvrage au sein de l'unité de gendarmerie «Caserne Guillermin » située dans une caserne domaniale à CHAMONIX MONT BLANC – 74 dont l'opération consiste à :

- la rénovation des pièces humides de 16 logements occupés par les familles des militaires, répartis sur 3 bâtiment de 001-002 et 003, de type 1 2 3 ou 4, sur R0 à R4.
- les pièces humides des 16 logements occupés sont : Salles de bains, cuisines, W.C

Type et nature de l'Opération :

Le maître d'ouvrage consulte pour mettre en œuvre, dans un périmètre précis, un ensemble de travaux d'exécution de bâtiment caractérisé par son unité fonctionnelle et technique, dont le résultat de cette opération est l'ouvrage suivant :

Rénovation de pièces humides qui sont les salles de bain, les cuisines, les W.C. et la réfection électriques dans 16 logements occupés.

Ce présent document régit également la consultation en vue de l'attribution et désignation du titulaire du marché de travaux de bâtiment pour la réalisation, à prix global et forfaitaire mixte (type DPGF mixte) de l'opération.

Base juridique de la procédure de passation du marché

Ce marché est du type exécution de travaux, passé selon la **procédure adaptée** conclu en application des articles L2123-1 ; R2123-1 à R2123-7 ; R2142-1 du code de la commande publique, comportant une seule phase de réception des candidatures et des offres. Le titulaire du marché a obligation de conseil, d'information et peut l'exercer et se traduire par des réserves écrites au maître d'ouvrage ou son représentant, si il relève des erreurs dans l'application des pièces contractuelles.

Documents joints au marché : information des candidats

En application de l'article R2132-5 du code de la commande publique et d'une note-express de notre administration centrale, certaines informations ne sont pas librement téléchargeables sur le profil acheteur PLACE en raison de la confidentialité qui s'y attache.

Le maître de l'ouvrage fournit dans le dossier de consultation une pièce complémentaire relative à :

Sécurisation des données immobilières sur des opérations impactant des casernes domaniales (diffusion des données) : ce marché intègre une réglementation dont l'objectif de notre direction générale est d'assurer la confidentialité et la sûreté des données immobilières de notre parc, dans le cadre des procédures de marché de travaux pour des opérations.

La transmission de documents de type plans de masse, autres plans des pièces humides, des schémas ne peut intervenir, pour chaque candidat qu'après remise de son engagement de confidentialité (disponible dans le dossier de consultation, annexe X à l'ATTRI1) selon la procédure d'une demande de question via le profil acheteur PLACE. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Sont concernés par cette procédure: les 5 annexes (I à V) au CCTP représentants au total 26 plans (de masse, situation, schéma électrique R0 à R3 ; repérages sols par type de logement de 1 à 4 ; plans des cuisines)

Les autres pièces constituant le DCE sont remis gratuitement à la disposition des soumissionnaires, téléchargeables sur le profil de l'acheteur

Au CCTP :

1 annexe (VI) du planning d'exécution prévisionnel établi par le maître d'oeuvre

Au CCAP-S :

Annexe I dématérialisation et signature électronique, Plateforme PLACE

Annexe II Chorus-Pro factures travaux MOE MO
Annexe III Aide sur l'utilisation du document DUME pour les entreprises
2 guides plaquettes des clauses sociales et insertion maison de l'emploi

Documents joints au DCE

1 rapport diag amiante avant travaux
1 rapport CREP avant travaux
1 fiche métier amiante plombier chauffagiste INRS ED4270
1 fiche station de travail exposant à l'amiante INRS ED6005
1 fiche CEE BAR-TH-127 relative à la VMC

Autres Documents techniques en cours d'élaboration et qui seront remis avant travaux :

1 R.I.C.T contrôle technique
1 PGC CSPPS

Document du marché :

Le représentant est libre dans l'utilisation des différents documents et formulaires du présent marché (DC, OUV, EXE, NOT..) fournis sur le site de la DAJ au titre des formulaires marché, de les adapter ou de fournir ses propres documents à la procédure adaptée en reprenant les éléments et rubriques obligatoires des formulaires.

Étendue du Besoin - Décomposition et consistance de l'opération du Marché

Allotissement-Nombre et intitulé :

Le marché est alloté en **6 lots techniques**, autonomes par corps d'état. Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots. Les numéros de marchés sont attribués par lot. Le découpage et le fractionnement à l'intérieur des lots sont interdits. Le nombre de lot pouvant être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

Lot 1 =Plomberie/CVC

Lot 2 = Électricité

Lot 3 = Second Œuvre englobant les activités de finition (peinture, revêtement mur et sols, plâtrerie)

Lot 4 = Mobilier de cuisine

Lot 5 = Désamiantage

En l'absence de candidat sur un lot, le RPA se réserve le droit de procéder à une nouvelle consultation simplifiée et négociée sans publicité et sans concurrence pour le lot infructueux, s'appuyant sur la loi ASAP et de son article 142 . Le montant du lot infructueux ne devra pas dépassé 20% de la valeur totale estimée de l'ensemble des lots de l'opération.

Tranche ferme :

Le marché ne comporte pas de tranche.

Travaux non prévus et modifications

Modification par marché complémentaire et prestations similaires :

Ces travaux supplémentaires ou modificatifs sont notifiés au titulaire par ordre de service et font l'objet d'un acte modificatif au marché initial (avenant).

Les modalités sont fixées ci-dessous à l'article 10 : Prix et règlement

Marché complémentaire et prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité, ni remise en concurrence, un marché de prestations similaires en application du code de la commande publique (titre relative à l'exécution financière de la 2ème partie de la partie réglementaire).

Clauses de réexamen : (dérogation à l'article 54 CCAG-T)

Ce présent marché peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

-Cession du contrat au profit d'un autre titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent marché et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale. Les prix resteront fixes selon l'acte d'engagement signé avec le précédent titulaire.

-En cas de circonstance que ne peut prévoir les parties du marché, dans sa nature ou dans son ampleur, modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examineront de bonne foi les conséquences financières de cette circonstance.

Elles conviendront si nécessaire à un avenant fixant les modalités de prise en charge totale ou partielle des surcoûts induits par la circonstance sur la base de justificatifs du titulaire.

Variantes exigées (Ex Option) par le RPA dont le candidat à l'obligation de répondre :

OUI – Nombre : Neuf (9) réparties sur les lot 01 03 04 et 05

Cette terminologie s'entend par des modifications des spécifications techniques des travaux de base, susceptibles de s'ajouter en lien avec l'objet du marché, sans remise en concurrence, aux travaux commandés de l'offre de base de l'opération, exigée de l'acheteur et que les candidats ont l'obligation de présenter. Le RPA décidera de lever ou non . Ces variantes et ces options ne modifient en rien l'offre de base). Le candidat a l'obligation de présenter l' offre de la variante imposée par le RPA avec son offre initiale. Le périmètre technique des variantes exigées est précisé au CCTP du lot concerné.

Dé

Lot 1 Plomberie : 4 variantes exigées = Remplacement des miroirs par des armoires de toilettes avec éclairage (2 dimensions différentes 75 et 90 cm) ; Ajout d'une colonne haute ; Plus-value Wc suspendu

Lot 3 Second-Euvre : 3 variantes exigées = Doublage technique devant bâti support ; Plus-value carrelage 20*120cm imitation bois ; Plus value pour plinthes assorties 20*120 cm imitation bois.

Lot 4 Mobilier de cuisine : 1 variante exigée = Module bas pour niche four + plaque de cuisson

Lot 5 Désamiantage : 1 variante exigée = Évacuation et élimination des déchets amiantés par vitrification

Les variantes impliquent une incidence financière dont seul le représentant du pouvoir adjudicateur décidera de lever ou non ces montants représentés par les offres du candidat, en fonction de la disponibilité financière.

Les offres des variantes exigées par le RPA sont présentées sous un DPGF distinct par les candidats, en respectant les spécificités du CCTP.

Variante fonctionnelle (solutions alternatives techniques) présentée à l'initiative des soumissionnaires :

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

Un corps d'état unique par lot : Activité Sectorielle du BTP et construction.

Secteur de travaux de la famille fonctionnelle : Les descriptifs techniques du CCTP définissent le corps d'État.

La catégorie d'activité, objet du marché, doit être assimilée à la catégorie Sectorielle du BTP ci-dessous :

Corps d'état concerné- Activité professionnelle du Bâtiment

Famille catégorie de l'activité professionnelle :

Activité principale et activité secondaire :

Lot 1 : Secteur Équipement techniques. Famille Energie et fluide. Activité plomberie et eau chaude sanitaire,
Installateur de plomberie - sanitaire avec technicité confirmée

secondaire : Exigences en ventilation mécanique contrôlée (VMC)

Lot 2 : Électricité-Activité travaux installation électrique : Électricien technicité confirmée

Lot 3 : Finition réfection second œuvre-Activité Plâtrerie;peinture,revêtement sols et murs collés-TC

Lot 4 :Agencement et aménagement-Activité installation de cuisine équipée : Installateur et aménagement cuisiniste (bois)

Lot 5 : Préparation du site-Activité décontamination Amiante : Entreprise spécialiste certifiée, agréée et habilitée au traitement de l'amiante

Réglementation, exigences techniques et normes applicables au présent marché :

De portée générale :

- Le C.C.A.G travaux version 2021 modifié selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics des travaux et se rapportant à la nature de l'opération et de ses travaux d'exécution.

- Code de la construction et de l'habitation, code de la santé publique, code de l'environnement et code du travail.

- Les normes Françaises de l'AFNOR, COFRAC, normes EN NF 1990 à 1999 nationales transposant des normes européennes. (Euro codes).

- Les produits devront être certifiés NF ENVIRONNEMENT EN 14351.

- Les règles de constructions des cahiers du C.S.T.B, les documents du REEF et les règlements incendie applicables à l'objet du marché.

- Les autres référentiels élaborés par les organismes européens de normalisation.

-Les préconisations du guide OPPBTP.

- Les guides avec avis et agréments du CSTB.

- Les agréments techniques nationaux et/ou spécifications techniques nationales en matière de conception pour les produits de construction. La qualité des produits fournis par le titulaire doivent permettre d'assurer la durabilité de l'ouvrage et de sa pérennité.

Les produits, matériaux, fournitures ou matériels entrant dans la composition de l'ouvrage doivent être accompagnés d'une marque NF de conformité aux normes.

De portée particulière et applicable au marché :

Il est précisé que le candidat dès lors qu'il soumissionne à la consultation, est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du marché concourant à la réalisation complète de l'ouvrage. Aussi, il ne pourra se prévaloir des Cahiers des Clauses spéciales des DTU relatives à sa spécialité pour échapper aux obligations annexes à ses travaux.

- Les prescriptions techniques d'exécution contenues dans les Documents Techniques Unifiés : (DTU) applicables à l'opération des marchés sont fixés et listés dans le CCTP.

- Les Normes C 14-100 ; 15-100 ; 12.100 ; 17-100 concernant les installations électriques.

- Règlement acoustique du 01/01/1996 concernant les bruits d'équipement intéressé par le présent marché. (NRA)

- Norme NF EN 1775 alimentation gaz, tuyauterie de gaz pour les bâtiments et autres recommandations techniques.

- Arrêté interministériel du 23 juin 1978 : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux recevant du public.

- Arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.
- Normes **NF X 46 010 et NF X 46-011** pour les professionnels de l'amiante.

La présente liste des documents de référence n'est pas limitative. En cas de publication, de règlement nouveau entre les dates de la remise des offres et de l'exécution, le titulaire devra en informer l'acheteur et mettre en œuvre cette nouvelle réglementation. En cas d'augmentation éventuelles découlant de la nouvelle réglementation obligatoire et applicable à l'ouvrage, le titulaire présentera au MOE et copie au RPA la variation financière qui en découle. Le RPA prendra sa décision en la notifiant au titulaire avant exécution des nouvelles règles imposées.

En matière de santé et sécurité au travail : Code du travail article R4512-7 et R4412-139 et R4412-120 sur les risques à l'exposition à l'amiante.

Application des articles de la partie réglementaire, quatrième partie du code du travail et législative, livre II.

Plan de prévention : Établi conformément aux articles du Code du travail.

Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L.235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.

Dispositions communes précisées dans la notice de l'INRS 2019 que vous retrouverez à l'adresse <https://www.inrs.fr/risques/amiante.html>, en cas de travaux en présence d'amiante non friable.

Réglementation sur les risques d'exposition à l'amiante :

Dans le cas de présence d'amiante relevée avant travaux selon le rapport CDIM fourni dans le DCE : Fiche métier amiante INRS ED 4270 et ED6005 et les dispositions communes pour tous types de travaux en secteur amianté.

Les personnels intervenant pour l'exécution des travaux, devront être formés et qualifiés en sous-section 4 et ou sous-section 3, selon les lots du marché, conformément à la réglementation de l'arrêté du 23/12/2012 modifié définissant les modalités de formation.

Les recommandations et les fiches diverses de l'OPPBTP relatives à l'amiante en cas de présence sur le site de l'ouvrage.

Traitement de données à caractère personnel : Protection des données à caractère personnels des candidats à la présente procédure

Une donnée personnelle correspond à toute information se rapportant à une personne physique, identifiée ou identifiable. Notamment son nom, prénom, numéro e téléphone, adresse mail....

Outre les obligations qui relèvent de l'article 5.2 du CCAG-T, ce paragraphe définit les conditions dans lesquelles le titulaire du présent marché s'engage à respecter les règles en vigueur applicables selon le «règlement général sur la protection des données » (RGPD - Règlement UE 2016/679) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et libertés. Le titulaire est informé que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de messagerie....) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement.

Dans le cadre du marché à procédure adaptée, chaque partie désignée est tenue au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel auxquelles ces parties du marché ont accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Sous-traitance des activités de traitement : RGPD applicable

Le titulaire est généralement considéré comme le « sous-traitant » au sens du RGPD en tant que personne traitant des données à caractère personnel pour le compte du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant du marché est considéré comme le «sous-traitant ultérieur» au sens du RGPD en tant que personne à qui le titulaire peut faire appel pour mener des activités de traitement spécifiques.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. L'autorisation écrite est reproduite dans le nouveau formulaire DC4 déclaration à la sous-traitance.

L'acheteur doit donner son autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, au recrutement d'un sous-traitant lorsque ce dernier est chargé de traitements de données à caractère personnel.

Destinataire ou catégorie de destinataires : (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur, du représentant du pouvoir adjudicateur, et des services en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Nature du ou des traitements :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire du marché, les données à caractère personnel nécessaire pour réaliser l'exécution des travaux de la procédure de passation, dès l'attribution du marché et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative applicable aux marchés publics.

Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou seule finalité qui fait l'objet du présent marché public.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : identité (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique) des représentants du bénéficiaire, de la maîtrise d'ouvrage, des différentes entreprises titulaires concourant à la réalisation de l'opération des travaux (MOE, CSPS, maître d'ouvrage, titulaire) et leurs sous-traitants.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions du RGPD, les personnels dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

Responsable du traitement :

Le maître d'ouvrage est considéré comme le « responsable du traitement » au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD) en tant qu'autorité publique déterminant les finalités et les moyens du traitement des données.

Notification et violation de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie écrite (électronique). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au service bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'Informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Après accord écrit du bénéficiaire, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Le détail de la notification est précisé ci-dessous :

-la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

Objectifs des dispositions environnementales et sociales issues du Plan National d'Action pour les Achats Durables

Conditions d'exécutions des obligations:

Dans un souci de préservation de l'environnement et de l'intégration des dispositions environnementales, ce présent marché prend en compte la dimension environnementale par application des règles sur deux axes des spécifications techniques fondamentales qui sont une obligation par le titulaire de respecter :

- une politique stricte de la gestion des déchets de chantier du bâtiment
- des économies d'énergie issues de la performance thermique de certains équipements et matériels mis en œuvre sur l'ouvrage.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il auront l'obligation de se conformer aux dispositions de réduction de la production des déchets et devront proposer des solutions techniques satisfaisantes.

Réglementation sur le matériel de type Ventilation : Économie d'énergie -Sous secteur Thermique

La mise en œuvre de ce matériel devra respecter les prescriptions techniques précisées dans la fiche ADEME BAR TH 127 pour la délivrance éventuelle des certificats d'économie d'énergie (CEE).

Vérification des obligations environnementales :

Le RPA est en mesure de vérifier la méthodologie décrite dans le mémoire technique du titulaire, au titre de son schéma d'organisation de traitement des déchets, de la production de son BSD réglementaire, du choix de la filière de traitement, de la valorisation des déchets et de sa démarche de qualité environnementale.

ARTICLE 3 – BÉNÉFICIAIRE ET DESTINATION DE L'OUVRAGE - LIEU D' EXÉCUTION ET DE LIVRAISON - MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MAÎTRE D'OUVRAGE - INTERVENANT EXTÉRIEUR

Catégorie et type du maître d'ouvrage : Le représentant du pouvoir adjudicateur est l'Acheteur.

Public État - Ministère de l'intérieur - Région de Gendarmerie Auvergne Rhône-Alpes 36 boulevard de l'Ouest -69580 SATHONAY-CAMP commandant les travaux et agissant au profit d'un bien immobilier des formations de gendarmes dont il est propriétaire.

La maîtrise d'ouvrage: Les travaux sont exécutés dans le cadre du marché au profit d'une enceinte gendarmerie domaniale sous commandement de la Région de Gendarmerie Auvergne Rhône-Alpes.

Délégation de la maîtrise d'ouvrage : Bureau de l'Immobilier et du Logement situé au 36 boulevard de l'Ouest à Sathonay-Camp 69580 , en charge de l'opération immobilière.

Le maître d'ouvrage désigne son représentant du bureau immobilier et du logement placé sous son autorité et commandement, du chargé du suivi de l'opération et de le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

Notion d'opération et catégorie d'ouvrage : Travaux de rénovation de bâtiment sur existant. Travaux d'exécution liés à la rénovation des chaufferies principale et de ses sous-stations d'une enceinte de la gendarmerie de notre parc immobilier dans le cadre de la maintenance.

Lieu d'exécution, de livraison, bénéficiaire de l'opération de travaux

Caserne de gendarmerie domaniale GUILLERMIN à CHAMONIX située 111 rue de la Mollard -74400

Typologie, quantité estimative et définition des travaux (non contractuelle)

Le phasage et le descriptif technique des travaux dans les logements sont fixés dans le CCTP . A titre d'information, l'opération concerne principalement l'exécution de travaux de rénovation des pièces humides :es.

Les principaux travaux à titre indicatif et non contractuels sont : La rénovation des pièces humides et de la réfection électriques de 16 logements famille.

- des travaux seront exécutés en site occupé ainsi que les logements.
- les pièces humides des 16 logements occupés sont : Salles de bains, cuisines, W.C
- la réfection électriques des prises de courant et de tableaux avec la distribution à la terre des salles de bains et des cuisines.
- des travaux de dépose et pose,agencement de mobilier de cuisine.
- des travaux de faïence, de revêtements de murs et sols, peinture et plâtrerie.
- des travaux de ventilation mécanique contrôlée.
- des travaux de désamiantage de MCA, selon les prescriptions de présence d'amiante repérée avant travaux (Rapport et Diag)

L'ensemble des travaux sont exécutés spécifiquement et conformément aux CCTP des lots du marché.

Intervenants et acteurs extérieurs : détail des missions ou des prestations confiées et mandatées :

Maîtrise d'œuvre (MOE) de l'opération, en catégorie de réhabilitation de bâtiment:

Le bureau de l'immobilier et du logement, service technique habilité à représenter le maître d'ouvrage décide de déléguer la fonction et les prestations de mission globale de maîtrise d'œuvre à un intervenant extérieur :

Sas ARCHITECTURE ARCHIDISTEC- BET DISTEC INGENIERIE : ZAC de l'Artière BP 413 10 rue de Rochas -63110 BEAUMONT CDIS

La mission du MOE s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou formulées pendant le délai de garantie ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve

Textes de références

Les missions de maîtrise d'œuvre sont exécutées conformément aux principaux textes ci-dessous:

- Loi n° 85-704 dite MOP du 12 juillet 1985 modifiée et son décret d'application n° 93-1268 du 29/11/1993, entièrement codifiée dans le code de la commande publique (Livre IV deuxième partie de la partie réglementaire).
- Arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre .

Les missions de base normalisées mandatées et confiées au maître d'œuvre dans le cadre de la réalisation de cet ouvrage sont :

CODE MISSIONS TYPES	LIBELLE DES MISSIONS ET CONTENU EN PHASE CONCEPTION ET DE RÉALISATION
DIAG	Etudes de diagnostic
AVP (APS et AVD)	Etudes d'avant projet sommaire et définitif
PRO	Etudes de Projet – Documents de la consultation
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Visa des études d'exécution et/ou l'examen de conformité des projets de celles qui ont été faites par le titulaire

EXE	Etudes d'exécution
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Une mission complémentaire : Sans objet

DIAG mission de repérage Amiante/Plomb avant travaux: Oui - Emprise de construction < 1997.

Missionné à la société **CDIM SAS 38600 FONTAINE** (cdim@cdim-expertises.fr / Tél 0482540110).

Les rapports et Diag sont effectués par logement et insérés au DCE.

16 Rapports de mission 2021/15/10/21 de repérage des MCA

16 Diagnostics plomb avant travaux 2021/18-02-21

Contrôleur technique:

Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes principaux suivants :

Loi n°2005-102 du 11/02/2005.

Loi n°2003-590 du 02/07/2003.

Loi n°78-12 du 1 janvier 1978 modifiée, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction.

Décret n°78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire.

Norme NFP 03-100 de septembre 1995 et l'agrément ministériel du contrôleur, visé au code de la construction et de l'Habitation correspondant aux missions de contrôle techniques confiées.

Code de la construction et de l'habitation (CCH).

Au regard du marché, les prestations de contrôles obligatoires se composent des missions de base et complémentaires suivantes :

Missions de base : L§ S et complémentaire : F et Le. Le Rapport Initial du Contrôle Technique (RICT) est fourni dans le DCE par la **Société QUALICONSLT Agence ANNECY-METHET- 4 allée des Morilles 74000 ANNECY-** Tél : 04 50 52 54 41- Courriel : annecy.qc@qualiconsult.fr

Maintenance réglementaires des prestations actuelles de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) :

Les installations collectives techniques de chauffage de type CVC3 du site gendarmerie de la caserne Guillermin à CHAMONIX-MT.BLANC, bénéficiaire de l'opération sont maintenues par le titulaire d'un marché de maintenance et d'exploitation du lot 25 (HAUTE-SAVOIE) : **ENGIE HOME SERVICES LYON 69500 BRON**

Coordination SPS – Co-activité entre entreprise - Sécurité – Santé :

Le maître d'ouvrage détermine de mettre en œuvre pour l'opération de travaux un coordonnateur SPS

Conditions d'exécutions :

Les prestations commandées s'exécuteront conformément aux dispositions des principaux textes de références suivants :

- Code du travail (articles R.4532-1 à R.4532-76) et articles .L4511-1 et les règlements pris pour son application, L4532-1 à L4532-18 et les règlements pris pour leur application, du code du travail.

-Directive 92-57 CEE du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

-Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et les textes pris pour son application, dont notamment le décret 94-1159 du 26/12/1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à la l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la la santé lors des opérations de bâtiment.

- Décret n° 2003-68 du 26 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors de opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.
- Norme Afnor NF P 99-600 du 8 juillet 2016 relative aux coordonnateurs SPS

Catégorie de chantier : Le coordonnateur SPS définit les travaux du marché, classés au niveau d'une **opération de catégorie 2**

Les prestations du marché en matière de coordination S.P.S., commandées et confiées au coordonnateur SPS sont les missions associées aux phases conception et de réalisation par la société :

ELYFEC : 29 rue condorcet 38090 VAULX MILIEU. Courriel : administratif@elyfec-sps.fr - Tél : 04.74.82.89.89

Nom de l'interlocuteur coordonnateur SPS affecté pour l'exécution du marché : *il sera communiqué dans l'ordre de service n°1*

Dans le cadre de l'opération, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

La « conception » de l'ouvrage du marché intègre la dimension sécurité.

Les Missions fixées au Coordonnateur SPS pour le marché, phase conception et réalisation sont principalement définies dans son contrat et sont :

En Phase conception : le CSPS doit anticiper en matière d'organisation et d'installation du chantier, sur la prise en compte des incidences de l'organisation retenue lors de la période de préparation des travaux. Le CSPS étudie et élabore le projet de l'ouvrage selon les éléments du Maître d'ouvrage.

-PGC SPS : Le document contractuel P.G.C.S.P.S. est fourni au DCE, élaboré par le coordonnateur SPS en concertation avec le MOE ;

-Registre journal de coordination (RJC), ouvert par le CSPS et mis à la disposition du maître d'ouvrage.

-Procède à une inspection commune préalablement au commandement des travaux et intervention des entreprises, avec le maître d'ouvrage et autre représentants ;

-Délimite le chantier et matérialise les zones de secteur dans lequel se situe ce chantier ;

-Analyse des dossiers de conception, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site, avis, observations, **élabore le dossier d'intervention ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).**

- Prend en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, occupé pendant les travaux.

Amiante et plomb : Le coordonnateur SPS s'engage à assister le maître de l'ouvrage sur les repérages amiante et plomb avant travaux, il apporte une analyse critique des rapports amiante et plomb avant travaux, fournis dans le DCE.

En Phase réalisation : il élabore et définit les règles d'organisation du chantier, le PGC et ouvre le registre journal en collaboration avec le maître d'œuvre. Le CSPS consiste principalement à veiller à la mise en œuvre des mesures définies en phase de conception et à leur adaptation si nécessaire.

-Assiste à la réunion de démarrage du chantier et de préparation.

-Programme **l'inspection commune** sur le site de l'opération avec le titulaire de toutes les entreprises, sous-traitantes comprises et avant la remise des plans ci-dessous.

-Demande le **PPSPS** à l'entreprise titulaire et le réceptionne. Il en prend la gestion, harmonise et en fait l'examen.

-Mise à jour et adaptation des **PPSPS**

-Mise à jour du **PGC**.

- Communique aux différentes entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité et de prévention.
 - Adapte le PGSPS en y intégrant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSSPS.
 - Complète la constitution, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le **DIUO** qui sera remis au MO.
 - Participe aux réunions de chantier.
 - Organise des visites inopinées à son initiative, il en avise préalablement le maître d'ouvrage par courriel.
 - Tenue du registre journal.
- L'absence des divers plans contractuels fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Conduite de l'opération de dimension administrative, financière et technique des travaux au profit de la maîtrise d'ouvrage : *Service technique du bureau immobilier et du logement de la Gendarmerie de Sathonay-Camp*

Le Bureau Immobilier et du Logement de la Région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes situé à l'État major Zonal, 36 boulevard de l'ouest 69580 SATHONAY-CAMP agissant au profit du maître d'ouvrage assure la conduite de la fonction d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique dans toutes les phases de l'opération.

- Il décide de la définition du programme, de la réalisation de l'ouvrage et de sa localisation et du montage financier, et de l'assistance dans la réalisation des opérations de paiement du ou des titulaires.
- Il assiste le maître d'ouvrage dans la passation des contrats de travaux.
- Ce bureau a un rôle de conseil à jouer au moment du choix des cocontractants.
- Il porte un regard critique sur les différentes solutions techniques proposées par le MOE et le titulaire.
- Il apprécie également les risques éventuels que présentent les solutions envisagées.
- Il supervise le chantier et gère les ordres de services.

Visite individuelle OBLIGATOIRE du site et des installations. Période **CRISE SANITAIRE COVID 2020**

Par application de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19 et de sa période actuelle, les visites de type individuelles s'effectuent conformément aux dispositions réglementaires de sécurité sanitaire.

La visite est représentée sur le document «Certificat de visite» annexé à l'acte d'engagement (formant l'Annexe VIII à l'ATTRI1) fourni dans le dossier de consultation et signé des deux parties: Candidat et représentant gendarmerie.

Le candidat respecte les directives gouvernementales et applique les mesures sanitaires de prévention pour effectuer sa visite. Il doit avoir l'autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur avant visite.

Organisation des visites- Conditions et connaissance du projet et des lieux

Les visites sont individuelles sur le Site de livraison de l'ouvrage pendant la période comprise entre **la semaine 6 et 8 de 2022.**

En complément des renseignements fournis dans le C.C.A.P, du C.C.T.P., des annexes de plans et des schémas transmis sous conditions de confidentialité, le candidat évalue afin d'établir son offre, l'ensemble de la consistance des travaux décrite dans le CCTP. Il prend connaissance des lieux, en visitant les bâtiments concernés par l'opération pour prendre toutes les mesures nécessaires pour l'installation des équipements à mettre en place.

Le candidat est tenu de vérifier toutes les quantités, les installations, mesures et autres dimensions et métrages existants lors de la visite des lieux avant la remise des offres. Il constate sur le site des travaux l'étendue des prestations à prévoir à partir de l'état des lieux. Le soumissionnaire est tenu de signaler en temps opportun toutes les anomalies, contradictions, imprécisions, questions diverses ou autres omissions à l'acheteur via la messagerie sécurisée de la plateforme PLACE, hébergeant le profil acheteur.

Les rapports de repérage amiante avant travaux : Oui insérés dans le DCE

Les rendez-vous sont pris obligatoirement par courriel et ne sont plus admis 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis. Les intervenants pour les visites devront impérativement adresser par messagerie sur demande à l'interlocuteur désigné ci-dessous, leurs pièces d'identité à jour et lors du jour fixé pour la visite du site.

Le mémoire technique de l'ensemble des travaux à réaliser au titre du marché devra obligatoirement préciser si les travaux à exécuter peuvent apporter des difficultés à la réalisation du marché.

La visite est effectuée avec un représentant gendarmerie du service des affaires immobilières ou d'un représentant de l'unité du site d'exécution de l'ouvrage ci-dessous :

<u>Bureau de Pilotage, coordination des travaux au profit du Maître d'ouvrage</u>	<u>Courriel de contact pour les Visites</u>
<u>Contact pour la Visite sur site : Prescripteur technique</u> Bureau de l'immobilier et du logement 36 BD. De l'ouest 69580 SATHONAY-CAMP. Tél : 04 37 85 23 46/2357 A défaut et en cas de non réponse du prescripteur: L'acheteur de la cellule achat marché, qui transférera la demande.	1/ bil.dao.rgra@gendarmerie.interieur.gouv.fr 2/Administrateur marché : bruno.borel@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Toutes difficultés pour la prise de RDV est à faire remonter à l'acheteur de la section marchés publics au 04 37 85 23 77

Observations : En aucun cas, le maître d'œuvre désigné dans ce marché est autorisé à accorder les visites aux candidats, sans l'accord du service chargé de l'opération BIL XP

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Informations générales : L'avis d'appel public à la concurrence en ligne est consultable librement sans aucune contrainte d'identification. Les soumissionnaires s'engagent à ne pas contester la présente consultation et les documents auxquels il renvoie, ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation.

Publicité :

Cette consultation fait l'objet d'une publication au Journal d'Annonce Légale: «Journal du bâtiment BTP Rhône-Alpes» dédiée au BTP, du «LE TOUT LYON ESSOR Réunis», parution hebdomadaire le jeudi et samedi.

Modification des documents de la consultation:

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au **plus tard 5 jours** avant la date de limite de réception des plis. Ces modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier via le profil acheteur PLACE. Les soumissionnaires devront répondre que sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date de remise de dépôt des offres.

Prolongation du délai de réception des offres

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres peut être reporté dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

Mise à disposition des documents de la consultation (D.C.E.) par voie dématérialisée sur le profil acheteur Plateforme des Achats de l'État PLACE : Téléchargeable gratuitement en ligne

Le RPA utilise le profil d'acheteur dénommé PLACE, qui est hébergé à l'adresse suivante : www.marchés-publics.gouv.fr. Ce site est libre d'accès et permet les échanges de documents dans le cadre de cette consultation. Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notamment en fonction de l'état du réseau et du volume des fichiers concernés. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plate-forme étant prise en compte. Les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en terme de délai pour que leurs plis soient déposés sur la plate-forme dans les délais imposés et fixés par l'acheteur.

La présente consultation est passée en application des textes de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics sur le profil acheteur du support PLACE.

Le site est libre d'accès et les frais d'accès au réseau internet sont à la charge du candidat.

Retrait par téléchargement uniquement sur le profil acheteur obligatoire PLACE: URL <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ce profil est une plate-forme en libre accès, conçue pour effectuer en ligne l'ensemble des actions relevant des procédures de marchés publics, garantissant la sécurité et l'intégralité des échanges par horodatage et permet les traçabilités.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Une aide en ligne est disponible sur le site PLACE, relative à la consultation dématérialisée et au dépôt électronique des plis.

L'acheteur fournit également une annexe I au présent CCAP-S relative à la dématérialisation et à la signature électronique.

Téléchargement sur la plateforme complémentaire dédiée au BTP: <http://sudest-marchespublics.com>.

L'acheteur public a fait le choix de mettre en ligne ces dossiers et ces avis de publicité sur une seconde plateforme complémentaire (<http://sudest-marchespublics.com>) dédiée aux entreprises du BTP, avec une facilité d'inscription gratuite pour les entreprises et bénéficier d'aide en ligne sur de nombreuses questions et démarches pour répondre à des marchés. Ce site est libre d'accès aux candidats.

Aucun retrait et/ou envoi de DCE par support papier:

Tout support papier sera considéré comme offre irrégulière et en conséquence rejetée sans être analysée.

Signature électronique: Le représentant du pouvoir adjudicateur n'impose pas à la candidature la signature des documents. Seul l'offre finale de l'attributaire du marché fera l'objet d'une signature au moyen de :

- acte d'engagement représenté par le document ATTI1 contractuel
- déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) présentée avec l'offre éventuellement.
- bordereau de prix représenté par le formulaire DPGF annexé à l'acte d'engagement ATTRI1

il revient au représentant du pouvoir adjudicateur de lui adresser ces documents en lui précisant les modalités de signature.

Remarques complémentaires : Ces mêmes documents sont imprimés sur papier et conservés dans les locaux de l'Administration du pouvoir Adjudicateur. Ils sont les seuls faisant foi sous cette forme.

Échanges: Questions – Réponses. Moyens de communication : Pendant la phase de consultation, les candidats soumissionnaires peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats

L'ensemble des échanges se fait uniquement par voie électronique, via PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune réponse ne sera apportée par téléphone et/ou par mail par la personne publique.

L'ensemble des échanges se fait uniquement par voie électronique, via la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires et aux compléments

d'informations reçues jusqu'à **5 jours** avant la date limite de réception des plis, sont transmises aux candidats au plus tard **3 jours** avant la date limite de réception des offres.

Copie de sauvegarde: arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le candidat soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des plis.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- «Copie de sauvegarde» ; - Intitulé de la consultation ; - Nom ou dénomination du candidat.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, à l'adresse suivante :

Région de gendarmerie Auvergne Rhône-Alpes État major DAO SF cellule achat marchés 36 BD. De l'Ouest 69580 Sathonay-Camp.

Cette copie ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté de référence fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

-en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Si un programme malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture . Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou s'elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant celle -ci est détruite.

En cas de réception de deux dépôts électroniques du même candidat pour la même offre, seule la plus récente selon l'horodatage automatique du support PLACE, faisant foi, sera conservée par l'administration et analysée.

Candidature (DUME ou hors DUME) INFORMATION DES CANDIDATS

La réponse électronique est **obligatoire** mais aucune signature des offres n'est exigée lors de leur dépôt. Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché est dispensé de transmettre ses attestations fiscales et sociales à condition d'avoir renseigné son numéro de SIRET, sur place et que l'acheteur puisse accéder gratuitement à ces informations.

Pièces à fournir par le candidat au titre de la candidature : Un candidat qui fait une fausse déclaration est sanctionnable au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

Examen des candidatures avant admission

Le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas fixé de nombre maximum de candidats admis à participer à la suite de la procédure . Le RPA se réserve la possibilité d'examiner les offres avant d'examiner les candidatures.

Transmission des justificatifs et moyens de preuves concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions des articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique seront appréciées au regard des capacités professionnelles, des connaissances techniques des candidats et l'aptitude de son personnel. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées

pour l'exécution du marché sont éliminées.

Demande de compléments sur la candidature

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de **trois jours (3), stipulé également dans le formulaire de la demande de complément**. La demande de pièces à fournir au titre de la candidature est adressée au titulaire par voie dématérialisée PLACE.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Interdiction de soumissionner :

Conformément aux dispositions réglementaires de la commande publique et des articles L2141-1 à 6 et L21417 à 11 relatifs aux exclusions de plein droit et L2141-7 à 11 relatifs aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionneur se trouve en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est exclu de la procédure.

Interdiction de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance :

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat, ou en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut de réponse, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

Le candidat atteste qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Transmission des justificatifs et moyens de preuves concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les justificatifs sont fournis à tout moment de la procédure, à la demande du RPA. Si pour une raison justifiée, l'opérateur n'est pas en mesure de produire les renseignements et les documents demandés par le RPA, il est autorisé à prouver capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le RPA.

Documents justificatifs du candidat sur Espace de stockage ou autre biais d'un système électronique de mise à disposition gratuitement pour l'administration

La présente consultation prend en compte l'arrêté du 29/3/2017 modifiant l'arrêté du 25/05/2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs de la candidature lorsque le RPA peut les obtenir directement par le biais de voie électronique gratuitement, en application du code de la commande publique, le candidat indique où le trouver (nom de la base de données, référence du dossier ou de l'enregistrement, adresse du site, lien URL, code d'accès). Cet accès doit être totalement gratuit, libre d'accès pour l'administration et sans enregistrement, sans inscription et abonnement.

Conditions de participation et précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques (GME)

Aucun document fourni au stade de la candidature, y compris la déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant

et de l'offre ne doit être singé. Seule l'offre finale de l'attributaire fera l'objet d'une signature conformément au paragraphe cité ci-dessus.

Grouperments d'opérateurs économiques

La consultation est ouverte au groupement d'entreprise et co-traitance, GME (groupement momentané d'entreprise). Ce service est proposé sur le portail « entreprise » du profil acheteur PLACE. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économique.

Aide en ligne à L'URL :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

Le représentant du pouvoir adjudicateur **n'autorise pas** le candidat à présenter plusieurs offres à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre de groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- un même opérateur ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Condition de présentation pour les groupements conjoints d'opérateurs :

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant des capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

En cas de présentation de candidature sous la forme du DUME, chacun des membre du groupement doit fournir un DUME distinct.

En cas de présentation de sa candidature avec les formulaires DC1 et DC2 : le formulaire DC1 et DC2 sont complétés par chaque membre du groupement.

Forme du groupement et mandataire

En cas de groupement conjoint, la forme n'est pas imposée au stade de la candidature mais le groupement attributaire devra adopter la **forme du groupement conjoint avec mandataire solidaire** pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupements vis à vis du maître d'ouvrage ou son représentant et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

CAS N° 1 PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE SOUS LA FORME DE Document Unique de Marché Européen électronique (DUME)

La candidature présentée sous le formulaire DUME est accessible depuis le service exposé de PLACE et/ou depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Le Représentant du pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leurs candidatures sous la forme du Document Unique du Marché Européen (DUME) et constituant un échange de données structurées, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne établissent le formulaire type pour ce DUME , en lieu et place des déclaration sur l'honneur et des autres renseignements demandés à la candidature **(2ème cas)**.

La réponse électronique est indispensable, mais aucune signature n'est exigée (la signature dans ce cas sera demandée à posteriori au seul candidat titulaire retenu).

La candidature sous la forme du DUME pré-renseigné par l'acheteur et fourni sur le profil acheteur, en cochant uniquement dans la partie IV – Critères de sélection Aptitude «indication globale pour tous les critères de sélection» dudit document sans fournir d'informations particulières. En revanche, si l'acheteur n'a pas prévu cette possibilité, les candidats doivent fournir les informations requises.

Ce DUME transmis par la plateforme PLACE peut éventuellement être complété par l'acheteur, en cochant certaines parties qui seront à renseigner par le candidat.

Les candidats déposant une candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, où ne disposant pas d'un numéro de SIRET déposent leurs candidatures selon les modalités hors DUME CAS 2

Modalités du fichier DUME via la plateforme PLACE

Le format du DUME est obligatoirement au format XML qui a seule valeur probante. Le DUME est mis à disposition du candidat via la plateforme PLACE, complété des conditions de participation au marché. Il est également disponible depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Le site PLACE dispose d'une aide en ligne sur l'utilisation du formulaire DUME. Le candidat dispose également d'une aide en ligne à l'URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

Précisions concernant la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques pour une candidature :

Sous la forme d'une candidature DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Le candidat remet également l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-traitant et le candidat (imprimé ATTRI2 spécifique à la sous-traitance avec la remise de l'offre, téléchargeable à l'URL suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>)

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Sous la forme d'une candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (déclaration de sous-traitance) version commande publique 2019, dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant les informations prescrites au chapitre de l'article 8.

-le détail des travaux sous-traités, ainsi que le montant, correspondant au poste du DPGF, ainsi que la durée prévisible.

CAS N° 2 PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE HORS DUME (formulaire DC1 et DC2 joints dans le DCE

Le dépôt électronique des candidatures et des offres s'effectue en dématérialisation exclusivement sur le site exclusif du profil acheteur PLACE à l'URL <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer les pièces contractuelles du marché selon les modalités qui lui seront communiquées par le RPA.

Si un candidat répond à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot

DOCUMENTS MINIMUM A FOURNIR POUR LA CANDIDATURE

Les candidats sont libres d'apporter la preuve de leur capacité par tout autre moyen, ou des certificats d'identité professionnel, d'avis de travaux et autres en plus que ceux demandés ou en remplacement.

1) Capacité économique et financière

Le représentant du pouvoir adjudicateur fixe des niveaux minimum et n'impose pas de montant de chiffre d'affaires (CA) annuel. Les justificatifs des capacités sont liés et proportionnels à l'objet de l'opération.

Déclaration du candidat DC2 et/ou DC1 fourni par l'administration dans le DCE. En cas de présentation sous la forme de groupement, le DC1 désignant le mandataire et le DC2 sont à fournir complétés par chaque membre du groupement.

Le formulaire DC1 est téléchargeable sur le site de la DAJ à l'URL <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le CA annuel global clos, des 2 dernières années (2021-2020) du domaine d'activité des travaux objet du marché, réalisés et en fonction de sa création et dans la mesure où les informations sur ces CA sont disponibles, (à saisir sur le document DC2 du DCE de l'administration). Le candidat peut également fournir, toute autre pièce de déclarations appropriées de banque (bilans ou extraits) ou autres établissements financiers.

2) Aptitude : Capacité Technique, professionnelle et expérience professionnelle.

Liste de références de travaux et chantiers similaires exécutés sur 2 ans [2021-2020] – (nom du client, date, montant, nature des travaux) assortie d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants, en rapport avec l'objet du marché. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. La liste indique le destinataire maître d'ouvrage public ou privé. Ces avis mentionnent le type d'installation de nature chaufferie biomasse installée. Ces listes doivent être contrôlables.

Liste des moyens techniques (outillage)(levage) et moyens humains. Déclaration d'effectif moyen annuel du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les **deux (2) dernières années**. Répartition du personnel susceptible d'être affectées sur le chantier par type de catégorie et de qualification : (Encadrement et personnel qualifié technique..). **Description de l'outillage, matériel et équipement technique** à disposition pour l'exécution du marché et le cas échéant, s'il fait appel aux moyens techniques d'autres prestataires.

Aptitude à exercer l'activité professionnelle (Qualification détenue). Par lot soumissionné.

La qualification technique professionnelle détenue est en adéquation avec les travaux du marché. Ces qualifications peuvent être accompagnées de divers autres documents techniques, avis, attestations, certificats attestant de sa capacité à exercer le métier. Le candidat est réputé investi de la qualification particulière en matière du domaine du secteur du BTP. Le candidat doit posséder la qualification et l'expérience professionnelle reconnues et attestées sur le secteur BTP et exigées pour la **catégorie de métier en concordance avec l'objet du marché : Activité sectorielle du bâtiment par lot soumissionné :**

Lot 1 : Energie et fluide-Activité plomberie et eau chaude sanitaire : Installateur de plomberie-sanitaire pour bâtiment > 1000m2, technicité confirmée, certification **qualibat 5112 avec mention RGE**. Exigences complémentaires **qualibat 5312 en Ventilation mécanique contrôlée**.

Lot 2) Électricité-Activité travaux installation électrique : Électricien technicité confirmée, certification **qualifEelc 44**, habilitation CF et courant faible BIHI

Lot 3) Finition réfection second œuvre-Activité Plâtrerie;peinture,revêtement sols et murs collés. Technicité courante avec mention **RGE**

Lot 4)Agencement et aménagement-Activité installation de cuisine équipée : Installateur et aménagement cuisiniste (bois)-**Qualibat 9121**

Lot 5) Préparation du site-Activité décontamination Amiante : Obligatoire Entreprise **qualifiée 1552** traitement de l'amiante et certifiée selon norme NF X 46 010 et NF X 46-011- Agrément et habilitations par l'un des organismes accrédités : **ICERT - CERTIBAT ou GLOBAL certification**.

Exigences particulières AMIANTE obligatoire à tous les lots : Les personnels des différents corps d'état selon les lots soumissionnés intervenant sur les travaux du marché devront posséder **une formation obligatoire amiante sous-section 4, certifiante**.

Les Certification et qualification exigée Qualibat obligatoires et/ou souhaitable peuvent être présentées par des certifications équivalentes. Les certificats et/ou qualifications, attestations devront couvrir la période d'exécution des travaux du marché.

Carte professionnelle d'entrepreneur pour exercer l'activité BTP en technicité professionnelle courante dans son domaine professionnel); Extrait de k bis et inscription RCS pour les artisans ; Le candidat doit appartenir si possible à une charte de de professionnel ou autre union ou syndicat (CAPEB). Modèle des carte professionnelles d'identification des personnels salariés du BTP, cas général, intérimaire ou autre qui seront chargés de l'exécution des travaux (Réglementation selon le code du travail).

3) Participation du candidat au développement durable :

Participation et effort du candidat à la valorisation des déchets et du tri (méthodologie, système de tri, valorisation filière, codification des déchets, quantité,...) et de sa participation à l'effort environnemental selon le Grenelle de l'environnement et au respect de la **législation environnementale**. (construction durable sur les bâtiments, pérennité des performances du produit du bâtiment, les économies d'énergie, gestion de chantier à faible nuisance, qualité d'air).

Le candidat prouve de son effort de participation au développement durable et/ou Appartenance à une charte de qualité environnementale. Norme ISO 14001 ou autre système de management de qualité environnementale EMAS, reconnu ou équivalent ou autre qualification environnementale et normes.

4) Participation du candidat à l'insertion sociale et à l'innovation sociale :

Domaine Insertion :

Le candidat adresse l'annexe IX à l'ATTRI (acte d'engagement) renseignée et complétée sur **sa participation à l'insertion sociale**, conformément aux clauses et objectifs du représentant du pouvoir adjudicateur. (soit le nombre ou pourcentage d'heure d'insertion du chantier réservé à ce type de personnel, les formes de démarches et actions favorisant l'emploi de personnes éloignés du travail et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, nombre de contrat d'apprentissage, ou autre équivalent).

Domaine Innovation :

Le candidat expose éventuellement **sa capacité d'innovation** (écosystème de l'innovation) au travers de recherche, développement ou autre force d'innovation (intégration ou partie de réseaux, pôle de compétitivité, association ou membre du PACTE PME INNOVATION, partenariat de recherche, participation au salon ..)

5) Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet

6) Une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail.

OFFRE ÉLECTRONIQUE - Présentation de l'offre

Signature des documents

Il est rappelé qu'aucun document fourni au stade de l'offre ne doit être signé. La signature sera exigée qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché conclu avec le candidat attributaire. Les documents ATTRI « acte d'engagement » fourni dans le DCE sont complétés par lot 1 à 5 et adaptés pour l'offre et des variantes exigées par lot soumissionné.

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes en tenant compte des précisions ci-dessous:

1) ATTRI1 Complété par lot soumissionné et représentant l'acte d'engagement du marché. Le document intégré au DCE est aménagé pour l'offre de base et de la ou les variantes techniques imposées par le RPA (ex option). La signature sera exigée qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché conclu avec le candidat attributaire. Les montants représentent le montant contractuel des travaux résultant du marché initial. En cas d'erreur avec les annexes DPGF, le montant inscrit dans cet ATTRI1 prévaut au montant du DPGF.

2)Annexe I à VI constituant le DPGF à l'acte d'engagement ATTRI1 relative à l'offre de base de chaque lot et des variantes du lot 1, 3 4 et 5 imposées et exigées par le RPA (Ex option) regroupées sur l'annexe

VI des Variantes. :

Ces documents sont complétés et renseignés par lot (1 à 5) par la personne habilitée à engager la société. Les délais de réalisation des travaux, et autres renseignements relatifs à la disponibilité des équipements sont à compléter au bas du tableau constituant ce DPGF. Les différents postes du document DPGF sont saisis sans rature et sans modification. Le délai est exprimé en semaines. Le candidat a la charge de vérifier ses calculs et ses formules monétaires.

3) Les délégations de pouvoir et de signature : des personnes habilitées à signer les pièces du marché. (les offres représentées sur les annexes DPGF sur l'ATTRI1 acte d'engagement)

4) Annexe VII à l'ATTRI1 représentant le *Mémoire Technique* : A compléter par Lot. Ce document rédigé par le candidat conformément au cadre de mémoire technique qui se trouve dans le DCE, dont il respecte le fond et la forme. La notation du critère de la valeur Technique sera basée uniquement sur ce mémoire technique complété et renseigné par le candidat. Les modèles de BSD cerfa n°11861*03) par type et nature des déchets sont joints au mémoire technique. **En période de crise sanitaire entraînant éventuellement des difficultés d'approvisionnement et dans ce cas, le candidat précise sa chaîne logistique qui pourrait présenter des difficultés de commande en cours d'exécution du marché.**

5) Avec le dépôt de l'offre, le document ATTRI2 représentant l'acte spécial de la sous traitance au stade du dépôt de l'offre, accompagné des documents attestant de la capacité, qualification du sous-traitant, signé des deux parties. (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

6) Les fiches techniques descriptives des équipements et principales fournitures mis en places. Ces fiches présentent les caractéristiques techniques des fournitures, équipements, produits proposés dans l'offre conformément aux prescriptions techniques du CCTP précisant les matériels, fournitures et équipements. Ces matériels et équipements sont précisés par le candidat dans le mémoire technique.

7) Le planning prévisionnel du calendrier d'exécution des travaux, selon la méthodologie, phasage des travaux décrite dans le mémoire technique (détaillé avec période de préparation et de travaux) . Ce calendrier prévisionnel est non imposé par sa forme, mais doit préciser en toute clarté le délai d'exécution des travaux présenté en concordance avec celui indiqué dans l'acte d'engagement (ATTRI1) et le DPGF

8) Annexe VIII à l' ATTRI1 «Certificat de Visite du site» Le candidat respecte la réglementation et les consignes sanitaires réglementaires liées à la crise sanitaire actuelle de pandémie COVID-19 .En cas de non fourniture du certificat de visite, il en ressort que le candidat n'a pas visité.

9) Relevé d'identité bancaire ou postal : Correspondant à celui figurant dans l'ATTRI1 et inscrit sur les situations, factures, DGD et autres documents de paiement

10) Le Schéma d'organisation déchets : SHOD), en conformité à l'article 36 CCAG-T et à l'article L541-2 du Code de l'environnement. Ce document support est de forme libre, le candidat doit préciser les dispositions et les mesures mises en œuvre pour la gestion des déchets issus du chantier (les rubriques sont précisées dans l'annexe du mémoire technique) Le site internet www.dechets-chantier.ffbatiment.fr vous propose des formats et des modèles ainsi que le site www.ffbatiment.fr.

Nota important : Tout dossier incomplet avec absence des pièces contractuelles demandées dans l'offre peut conduire au rejet de l'offre sous la forme d'être classée irrégulière, en fonction de la nature, type et nombre de documents à compléter ou manquant. Le candidat doit envoyer une offre conforme aux prescriptions du présent document. Le candidat est tenu de présenter une offre complète aux exigences du CCTP et des pièces demandées au CCAP.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D' EXÉCUTION ET DE RÉALISATION DE L'OUVRAGE - PRÉPARATION

Date de début et de période prévisionnelles des travaux : 1^{er} semestre 2022

Le titulaire prend en compte cette date prévisionnelle pour être en mesure de présenter un délai d'exécution des travaux sur la période indiquée pour permettre une livraison de l'opération dans les délais prévus et dans le but d'assurer un confort aux personnels affectés dans les logements de l'enceinte du site, bénéficiaire de l'opération de travaux.

Fixation et modification des délais d'exécution des travaux

Le délai global pour la réalisation du marché est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

La durée d'exécution de l'opération est fixée et composée comme ci-dessous, pour l'ensemble de l'opération.

Les délais sont fixés dans l'acte d'engagement représenté par le document contractuel ATTRI1, au calendrier prévisionnel d'exécution du MOE et listé dans les pièces contractuelles, le CCAP, le DPGF.

DÉLAI GLOBAL D EXÉCUTION :

Dans le cas des travaux allotis, le délai d'exécution des travaux incombant à chaque titulaires des 5 lots est fixé par le maître d'ouvrage en concertation avec le maître d'œuvre, lors de la période de préparation. Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus est fixé en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution par phase et qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot et figure dans les documents particuliers du marché (os)

Les stipulations du délai global d'exécution des travaux sont fixés **pour l'ensemble des travaux des 5 lots dont l'ensemble de l'opération est fixé à 4 mois.**

DÉLAIS DE PRÉPARATION : (dérogation à l'article 28 CCAG)

La période de préparation est prévue **d'un (1) mois.** Elle commence à partir de la notification de l'ordre de service n°1, pour l'ensemble des titulaires des 5 lots.

Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Période préparation des travaux-document à fournir - prestations à réaliser(dérogation à l'article 28-1 et 28-2 du CCAG travaux 2021)

Délai de la période de préparation :

Le titulaire prend connaissance du site du chantier, des contraintes (bornage, servitude, voisinage, occupant des lieux, circulation et stationnement des véhicules, dispositif d'accès réglementé au site).

La période de préparation a pour objet la prise de contact entre les différentes parties qui ont pour mission de livrer l'ouvrage : D'une part, le maître d'ouvrage, d'autre part, le maître d'œuvre, l'entreprise titulaire et les organismes vérificateurs (B.E.T., bureau de contrôle, SPS, etc....)

Cette période a pour objet d'identifier, d'organiser et de caractériser la méthodologie indispensable au bon déroulement des travaux dans les délais impartis validés par le Maître d'ouvrage ou son représentant et le titulaire du marché.

La période de préparation permet :

-La mise en place de **l'organisation administrative du chantier**, et de mettre au point définitivement les éléments du marché en s'assurant que les différentes pièces marchés sont parvenues au titulaire.

-La mise au point de la gestion et facturation des comptes (règlements des travaux, processus, modèle de situation).

-Le titulaire prend connaissance des différents documents du marché (ATTRI1 de l'acte d'engagement, DPGF, CCAP et CCTP, PGC, RICT, modèles de situation,, d'acompte,...).

-La prise en compte et de la coordination entre les différends intervenants du chantier.

-L'organisation logistique des commandes :

Le titulaire n'effectue les commandes de fourniture nécessaire à l'exécution des travaux dès notification du marché après visa du maître d'œuvre. Il précise également la disponibilité des fournitures dans le DPGF ainsi que le délai de livraison et de commande en cas d'indisponibilité des équipements. Aucune commande ne doit être lancée sans le visa.

-L'organisation technique, matérielle et d'exécution du chantier à travers de la remise des documents listés ci-dessous

Les prestations préparatoires et documents à remettre pour visa pendant la préparation et avant exécution des travaux sont :

- Fournir le plan d'installation du chantier (bureaux, aire de stockage, panneaux de chantier, chemins , approvisionnement et accès);
- Fournir les Plans PGC et PPSPS soumis à l'approbation et visa du coordonnateur SPS, après l'inspection commune organisée par celui-ci;
- La mise en place des prescriptions du PGC, plan général de coordination sécurité et protection de la santé , établi par le coordonnateur SPS et prévu au marché ;
- Fournir le Plan du programme et calendrier d'exécution ;
- Fournir un plan du schéma d'organisation et de gestion de déchets (SHOD) ;
- Les demandes d'autorisation administratives pour l'accès au site gendarmerie avec liste nominative (nom, prénom, téléphone, copie des cartes d'identité ou titre de séjour) des personnels permanents ou non intervenant sur le chantier en précisant leurs différentes responsabilités par segment (études, chef de chantier, technique, exécutant...) et également les référents administratifs et financiers, interlocuteurs de l'acheteur;
- Le tableau récapitulatif de matériels avec marque et type retenu définitivement pour visa au MOE ;
- Les attestations d'assurances professionnelles obligatoires détenues et couvrant les risques liés à l'exécution des travaux et couvrant la période contractuelle des travaux ;
- La mise au point de l'organisation des rendez vous de chantier avec la liste des personnes devant représenter l'entreprise titulaire, qui seront présents aux réunions de chantier ;
- Le projet des commandes des matériels et des équipements non stockés et non disponibles ;
- Le formulaire de déclaration de sous-traitance, si elle est non présentée dans l'offre initiale ;
- L'exécution des travaux préparatoires prescrits dans chaque CCTP du lot concerné ;
- Effectuer les différents branchements, clôtures, panneaux, signalisation de installation du chantier ;

Programme, calendrier et plan détaillé d'exécution: Le cadre est élaboré et fourni par le maître d'œuvre.

Le titulaire élabore sous sa responsabilité son projet de programme et son plan de calendrier prévisionnel d'exécution, par phasage selon le mode opératoire du CCTP et ses annexes, et qui prendra la forme de plan initial présenté pour visa au maître d'œuvre. Ces documents précisent notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés pour l'exécution des travaux. Le calendrier précise la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

Après acceptation par l'entrepreneur titulaire, le programme d'exécution est soumis au visa du maître d'œuvre et pour approbation au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet fixé dans l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Avant la mise en place de tout équipement, le titulaire du marché devra obtenir l'accord sur les emplacements par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le titulaire fournit les plans et documents suivants :

- Les documents nécessaires à la réalisation de l'ouvrage d'après les éléments de définition du projet et des plans d'exécution fournis par le MOE ;
- Les éléments et informations nécessaires à l'élaboration du DIUO ;
- Les plans et notes techniques de calculs réglementaires, études de détail, échantillons et autres documents nécessaires à son dossier d'exécution de l'ouvrage.

Tous ces documents listés sont régulièrement mis à jour par le titulaire avant chaque réunion de chantier et remis au maître d'œuvre au cours des réunions de chantier. Tous les documents non validés par le Maître d'œuvre, ou le bureau de contrôle si existant sur l'opération seront considérés comme non recevables. Le maître de l'ouvrage pourra refuser les travaux.

Les Études d'Exécution (EXE) sont confiées au Maître d'œuvre :

Autres documents à fournir par le titulaire pour visa au MOE

ils sont précisés dans les différents CCTP des lots 1 à 5.

Documents à produire : autres que ceux cités ci-dessous :

Les autres documents utiles et si nécessaires seront précisés dans l'ordre de service de démarrage.

Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux

Au terme des travaux et imparti dans le délai global de réalisation, le titulaire doit avoir fini de procéder au :

- repliement des installations de chantier
- la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier
- au dégagement, au nettoyage et évacuation de ses déblais et déchets divers vers les filières réglementaires.

Ces opérations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées au CCAG travaux référencé.

Prolongation du délai d'exécution du déroulement du chantier :

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de cinq (5) jours, toute circonstance ou événement susceptible, de motiver une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler au maître d'œuvre les journées qui n'ont pas été prévues au calendrier d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Représentant du pouvoir adjudicateur à ce dernier, dans les cas suivants :

- En cas de la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier, substitution d'ouvrage différent à l'ouvrage prévu, modification importante de la masse (montant) des travaux ou une modification de l'importance de certaine nature d'ouvrage.
- En cas de retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, (y compris les autorisations administratives légales liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables, qui font l'objet d'un autre marché.
- En cas d'intempéries entraînant un arrêt de travail sur le chantier, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou non visées par ces dispositions légales après accord avec le RPA.
- Un ajournement de travaux décidé par le RPA.

La durée de la prolongation correspond à un nombre de jours ouvrés déterminés réellement constatés. L'importance de la prolongation ou du report est proposé par le Maître d'œuvre, après avis et concertation du titulaire, et décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire par ordre de service complémentaire et fait l'objet d'un avenant au marché.

- En cas de suspensions ou interruptions de chantier, de travaux modificatifs commandés par le maître d'ouvrage.

Toutes prolongations du délai autres que les cas cités ci-dessous résulteront d'un avenant au marché.

Début des travaux point de départ de l'exécution des travaux :

La décision de démarrer les travaux ainsi que la durée d'exécution sont portées à la connaissance du titulaire par ordre de service conformément au délai fixé dans l'acte d'engagement (ATTRI1) du titulaire.

La notification du marché précise l'exécution des travaux par l'établissement d'un ordre de service. La date de commencement des travaux fixé sur l'ordre de service est le point de départ du décompte du délai d'exécution des travaux. La période de préparation est précisée et fixée par OS.

Délai d'émission et de notification de l'ordre de service après notification du marché :

Le délai de l'ordre de service ordonnant le début de l'exécution du marché est fixé au maximum à 6 mois.

Exécution des Ordres de Services (OS) : Type, forme et notification

Les Ordres de Services (OS) sont des documents écrits, numérotés et signés et émis exclusivement par le maître d'ouvrage-représentant du pouvoir adjudicateur, sur lequel sont précisés :

- Le montant du marché notifié (offre de base avec les variantes si elles sont acceptées) ;
- Les délais d'exécution des travaux, durée et date de démarrage ;
- Les modalités d'exécution de tout ou partie des travaux à exécuter ;

Notification et réception électronique des OS -Échanges dématérialisés :

Afin de simplifier les échanges dématérialisés des relations entre les parties pendant la phase d'exécution du marché, les ordres de services sont notifiés au titulaire par voie dématérialisée par le biais du profil acheteur sur le support PLACE. Le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Observations du titulaire : (application du 3.8.2 CCAG-T)

Modification des travaux ou prestations supplémentaires.

Ces ajustements ayant une incidence financière sont réalisées par ordre de service, après accord du maître d'ouvrage précisant les modalités d'exécution (technique, financière, exécution...).

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service modificatif.

Des ordres de services complémentaires peuvent être adressés au titulaire pour l'exécution du marché.

Durée et date limite d'achèvement des travaux.

La durée d'exécution totale des travaux est fixée dans l'acte d'engagement (ATTRI1), **et figurant sur l'ordre de service.**

Le présent marché est passé pour une durée initiale, courant de la date de début de travaux, après notification du marché au titulaire et notification de la réception de l'Ordre de service ordonnant le début des travaux) jusqu'à l'expiration du délai d'exécution prévu et l'achèvement des travaux incombant à l'entrepreneur et de la réception des travaux. L'opération s'achève avec la réception de l'ouvrage.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

(par dérogation à l'article 20.1 et 20.2 du CCAGT)

Clauses sociales d'insertion par l'activité économique (personnes éloigné de l'emploi) et levier vers l'emploi durable (contrat de génération ou autre contrat d'insertion).

Définition de l'action d'insertion, publics éligibles

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, conformément à la réglementation de la commande publique, des recommandations du plan ministériel et des axes d'effort fixés au pacte de compétitivité, et afin de lier la dépense publique et l'intérêt général fixe des conditions d'exécution permettant de promouvoir l'emploi par l'insertion. Les candidats qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les personnes concernées par cette action seront des demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, des bénéficiaires de minima sociaux, des demandeurs d'emploi ayant une reconnaissance de Travailleur handicapé, des jeunes ayant un faible niveau de formation ou n'ayant jamais travaillé. Le candidat précise dans la candidature sa démarche favorisant l'insertion. Ce type de marché est susceptible potentiellement d'être exécuté, au moins pour une petite partie par de la main d'œuvre et donc un nombre d'heures réservés à de l'insertion. Le soumissionnaire peut également, dans le cadre d'une variante en innovation sociale, prendre l'initiative de proposer une mise en œuvre différente de celle utilisée ci-dessus. Le candidat présente dans son pli candidature, sa mise en œuvre et les différentes modalités et démarches effectuées avec les maisons de l'emploi, les pôles ou autres missions locales.

Modalités de mise en œuvre des conditions d'exécution au titre de l'insertion par l'activité économique :

La mise en œuvre des conditions d'exécution consiste pour le candidat à s'engager à réaliser une action d'insertion en démontrant sa démarche d'insertion en renseignant l'annexe V à l'ATTR11.

Périmètre fixé par l'acheteur :

Le représentant du pouvoir adjudicateur fixe les modalités suivantes ;

Le titulaire renseignera les informations ci-dessous sous l'annexe V :

- Volume horaire des heures d'insertion

- La prise en compte des heures de formation évalué en heure, semaine, jours ou période à ces personnels au cours de l'année A-1, ou à venir en planification de l'année A

- Autres dispositifs prévus dans l'entreprise dont peuvent bénéficier les personnes en insertion.

Afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de cet engagement d'insertion, l'État a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises géré par les Maisons de l'Emploi et de la Formation, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi et les Collectivités.

Le titulaire désigne un personnel correspondant et référent de son entreprise pour transmettre des informations relatives au domaine de l'effort d'insertion de la société.

Service spécifique d'accompagnement d'insertion au niveau régional, l'état désigne un interlocuteur unique :

Maison Métropolitaine pour l'insertion et l'Emploi 24 rue Etienne Rognon 69007 LYON. Mme DULAC Marie (mdulac@lyonmetropole-mmie.fr). Tél. 04 78 60 20 82. Ce dernier représentera, au stade de la consultation, les «facilitateurs» de la clause sociale. 2 guides plaquettes de la maisons d'emploi de la Région Rhône-alpes sont jointes au Dce pour vous guider.

Les différentes modalités de mise en œuvre de ces clauses par le titulaire sont :

- l'embauche directe par le titulaire du marché. Cette embauche peut se réaliser par tous contrats de travail (CDD, CDI, contrat d'apprentissage, alternance, contrat de professionnalisation, contrats aidés)

- la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (CEIQ).

- le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par un « facilitateur » de la clause sociale désigné et représentant d'URCLIE.

Contrôle de la mise en œuvre :

Il sera procédé, par tous les moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. A la demande du R.P.A., le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché l'État peut à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. Ne seront comptées que les heures payées au salarié.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le R.P.A étudie avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

L'annexe VI Insertion fourni dans la candidature du soumissionnaire est complétée, renseignée après notification du marché au titulaire.

Gestion et objectif environnementaux liés à l'objet du marché, dont le chantier doit être respectueux de l'environnement :

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles de la commande publique (L2112-2) et des règlements cités ci-dessous, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Les principaux textes et règlements applicables sont cités ci-dessous :

-Code de l'environnement

-Loi n° 2020-105 du 10/2/2020 AGEC relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

-Directive 2012/27/UE du 25/10/2012 relative à l'efficacité énergétique.

-Loi n° 2009-967 du 03 août 2009 modifiée de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

-Loi n° 2010-788 portant sur l'engagement national pour l'environnement.

-Loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

-Stratégie Nationale de Développement durable (SNDD) adoptée en juin 2003.

-Plan National d'Action pour les achats Publics Durable (PNADD).

-Circulaire du 03 décembre 2008 PAE (Plan Exemplaire de l'État) relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et établissements publics.

-Guide et recommandation T2-2000 relative à la gestion des déchets de chantier du bâtiment.

Les matériaux présentés dans l'offre du candidat doivent répondre au niveau minimum des exigences thermiques et acoustiques requises fixées dans le CCTP.

Les objectifs environnements fixés par le RPA sont fixés par priorité:

- La politique de gestion des déchets avec une **réduction et une valorisation des déchets**, avec Tri des déchets par nature et rubriques suivantes :

Déchets Industriels Banals non dangereux (DIB)

Déchets Industriels Spéciaux (DIS)

Déchets amiantés des MCA

Déchets en provenance des Équipements Électriques et Électroniques (D.E.E.E)

Emballages

- Réduction des bruits.

- La performance thermique traduite en économie d'énergie par l'attribution valorisante en CEE.

Le titulaire a l'obligation de fournir l'exemplaire du BSD cerfa 11861*03 (BSDA pour l'amiante) en fin de chantier, lors de la réception des travaux.

Le titulaire exécute et applique le traitement des déchets conformément à la présentation de son SHOD, remis dans l'offre.

Objectif de réduction des nuisances sonores : Les prescriptions techniques des fournitures principales sont fixées au CCTP et sont une source d'économie d'énergie. Les équipotents listés dans l'annexe du CCTP répondront à la réglementation selon l'arrêté du 28/10/1994 concernant la réglementation acoustique.

Conduite et Transport

Le candidat s'efforcera à réduire et gérer l'effort de réduction des nuisances sonores pendant la durée d'exécution des travaux. Le pouvoir adjudicateur exige du candidat d'optimiser les tournées des livraisons de fournitures sur le chantier, dans le but de réduire les émissions polluantes liées aux transports. Le candidat pratique l'ECO CONDUITE. Les différents véhicules sur le chantier doivent être arrêtés, ne pas tourner inutilement et donc moteurs coupés pendant les opérations de chargement ou déchargement. Les différents accessoires de manutention des véhicules (grue, palan, bras de manœuvre) permettant les opérations doivent être si possible reliés à des batteries auxiliaires et non sur le moteur tournant.

Économie d'énergie : cadre Réglementaire de la performance et de l'efficacité énergétique :

L'opération de travaux consistant au remplacement de la Ventilation Mécanique Contrôlée dont les caractéristiques sont précisées dans le CCTP du lot 1 Plomberie/CV, selon la **fiche BAR TH 127** est une source d'économie d'énergie, décrite et précisée ci-dessous :

Certificat d'Économie d'énergie (CEE) selon la fiche normalisée de l'ADEME, annexées au CCAP qui est la suivante :

-Au titre de l'équipement de la VMC simple flux Hygrorèglable : Fiche **BAT-TH-127**

Cette fiche standardisée précise les caractéristiques et les conditions de délivrance des certificats d'économie d'énergie. Le maître d'ouvrage se réserve l'entière propriété des Certificats d'Économie d'Énergie(CEE) générés par les travaux du présent marché. La procédure de valorisation des CEE est effectuée, hors de la procédure du marché, par le bureau immobilier et du logement, agissant pour le compte du maître d'ouvrage.

Les autres équipements définis et exigés au CCTP dont ces matériels sont également une source d'économie d'énergie sont :

-Les fournitures et les matériels posés au titre des travaux du lot 3 de Second œuvre et des différents bois du mobilier de cuisine.

Dans la dynamique du Grenelle de l'environnement et conformément à la législation européenne en vigueur et aux textes nationaux et le respect de l'enjeu National de la dimension environnementale dans le Bâtiment, le Représentant du pouvoir adjudicateur, au travers de la réalisation de cette opération, fixe un objectif d'optimisation de la performance environnementale de l'ouvrage, par une gestion économique, de qualité, dans l'utilisation des produits du chantier.

ARTICLE 7 - ORGANISATION DU CHANTIER/INSTALLATION/COORDINATION/SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Installation du chantier et de la base vie : Fixée au titulaire du lot 1 Plomberie

L'installation du chantier est incluse dans le prix forfaitaire du titulaire et comprend les sujétions et fournitures suivantes :

1) De base et portée Générale :

-Les branchements (EP/EU/EV) de fluide, eau, électricité et téléphonie, à titre provisoire.

- Les prestations nécessaires à l'hygiène : sanitaires et vestiaires. (demandées dans les pièces communes et du PCSPS).
- Les dispositions spécifiques liées à la pandémie de COVID19 et rendues nécessaires par l'application des préconisations du guide de l'OPPBTP.
- Les installations réglementaires de sécurité : gardes-corps, clôture de chantier type Heras avec un portail d'accès fermant à clé et dispositif anti-vandales, signalisations et panneaux réglementaires : « **chantier interdit au public** » et « **port du casque obligatoire** ».
- La salle de réunion de chantier avec table et chaises et armoire (tel que demandé dans les pièces communes ou PGSPS).
- Supporte les charges relatives à l'entretien et à l'établissement de ses installations de chantier.
- Le panneau de chantier, fourniture, pose et dépose suivant indications du Maître d'ouvrage ou son représentant.

A réception de l'ordre de service n°1, le plan installation de chantier est transmis au MOE pour validation . Le plan comportera le détail de l'ensemble des installations et la signalisation à mettre en oeuvre pour le personnel de chantier.

2) De base portée technique et détaillée

Les prescriptions de l'installation sont fixées au CCTP du lot 1 PLOMBERIE.

Principes généraux de la Gestion des déchets de chantier pour les travaux sur existant : (déchets issus de la phase dépose et de la phase de mise en œuvre des matériaux neufs) (dérogation à l'article 36 CAG-T).

Réglementation applicable au présent marché :

- Code de l'environnement : Titre IV : Prévention et gestion des déchets.
- Recommandation GEM (groupe d'étude Marché) n° T2-2000 adopté le 22 juin 2000 relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et obligation de traçabilité des déchets issus du chantier.
- Guide pratique du BTP des bonnes pratiques environnementales sur les Déchets.
- CCTP et son article 0.13.

L'objectif est de limiter la production des déchets, le titulaire ne doit pas stocker sur le site et son offre présente sa procédure de traitement des différents types de déchets (DEEE, DIS,DIB..) issus du chantier.

Lieux de dépôt des déblais en excédent : (application ccag travaux 31.2)

Contrôle et suivi des déchets

Le titulaire à l'obligation de fournir l'exemplaire du BSD cerfa 11861*03 par nature et type de déchets en fin de chantier, lors de la réception des travaux. Le titulaire fournit au MOE et au maître d'ouvrage son Schéma d'organisation et de gestion des déchets en le développant dans le mémoire technique, document contractuel à son offre.

Déchets amiantés éventuels sur le chantier: classés comme dangereux

En présence de déchets amiantés, le titulaire prévoit les emballages dans des sacs fermés, réglementés, étiquetés et transportés selon la réglementation ADR en vigueur. La gestion et l'élimination sont confiées au titulaire, ce dernier aura la qualité de détenteur, qui procédera à leur élimination sur les filières réglementaires.

Les documents de traçabilité (CAP, BSDA...) des déchets amiantés seront fournis au maître d'ouvrage, lors de la réception du chantier.

Seuls les personnels chargés de l'exécution des travaux sur des matériaux susceptibles contenir de l'amiante formés en sous-section 4 pourront être affectés à ce type de prestation.

Le détail des prestations liées au désamiantage sont précisées au CCTP.

Plan de Prévention : Plan de Prévention, Hygiène et Sécurité du chantier. sans objet
coordonnateur SPS

Installation générale, sécurité et hygiène du chantier :

Les précisions, recommandations et obligations sont fixés au PGC SPS. Un emplacement sur le site de l'ouvrage sera désigné lors de la période de préparation et sera mis gratuitement à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier et dépôts provisoire de matériels et matériaux.

L'équipement et l'installation du chantier sont définis au CCTP. Les règles d'installation sont définies par le SPS en coordination avec le Maître d'œuvre. Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres pour éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, commandant la caserne du site gendarmerie concerné par l'exécution de l'ouvrage et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Prévention des risques particuliers : Travail en hauteur

Législation : Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004, relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail Art R.4328-58 à 4323-68.

Protection aux chutes : le titulaire met en œuvre toutes les mesures réglementaires et imposées par la législation travail en hauteur pour la protection des employés du chantier. Lorsque les travaux temporaires en hauteur ne peuvent être exécutés à partir du plan de travail mentionné à l'article R4323-58 du code du travail, les équipements de travail appropriés doivent être choisis pour assurer et maintenir des conditions de travail sûres.

La priorité doit être donnée aux équipements permettant d'assurer une protection collective. Chaque travailleur doit avoir reçu une information sur le travail en hauteur et une formation au port de équipement individuel (Art R4323-106 du code du travail).

Les mesures de prévention et des risques sont fixées dans le PGCSPPS.

Prévention de l'exposition aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante :

Les rapports de repérage amiante avant travaux ont été effectués en 2019 et sont insérés dans le DCE.

Réglementation sur les risques d'exposition à l'amiante : dispositions communes pour tous types de travaux

Le respect de la réglementation amiante en sous-section 4 (SS4) du Code du Travail est obligatoire pour intervenir sur un chantier où un diagnostic amiante avant travaux ou avant démolition a confirmé la présence de ce polluant.

La fiche notice ED6005 INRS et la fiche métier amiante ED 4270 présentant les situations de travail exposant à l'amiante pour les travaux de plomberie et chauffage.

Les recommandations et les fiches diverses de l'OPPBTP relatives à l'amiante.

Loi 93 1418 du 31/12/1993 transposant la directive européenne dite «chantiers temporaires ou mobile »

Le titulaire est informé des obligations réglementaires (notice, aptitude médicale, formation, information) fiches individuelles d'exposition à l'amiante, concernant les salariés, conformément au code du travail et informe ces personnels sur le risque de l'amiante susceptible d'être présent sur les travaux à exécuter. Le titulaire indique les méthodes et les moyens de protection et équipements individuel de travail à employer.

Implantation des ouvrages :

Piquetage Général : Sans objet

Plan général d'implantation : (dérogation à l'article 27 ccag)

Pour démarrer les travaux, le titulaire disposera d'un plan de masse et de situation du site, annexé fourni et transmis après validation de l'acte d'engagement de confidentialité suite aux directives de sécurisation des données immobilières citées ci-dessus.

Conditions d'exécution des travaux, éléments particuliers et contraintes : L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le site est occupé par les locataires des bâtiments pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prendra les mesures pour réduire la nuisance aux usagers et assurer une continuité du service. Il devra s'assurer du respect du règlement intérieur de la caserne de gendarmerie du lieu de livraison. Les travaux ne devront au aucun cas, ni perturber, ni interrompre le fonctionnement normal des installations existantes.

Fluides et énergie : Le titulaire établira une demande pour une mise à disposition, si nécessaire au maître d'ouvrage qui décidera d'en faire bénéficier gratuitement au titulaire.

Mesures d'ordre social : Application de la réglementation du travail et de la protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. En cas d'évolution de la législation, en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties du marché, d'un avenant. Les personnels de l'entreprise titulaire exécutant les travaux devront être équipés d'effets vestimentaires réglementaires aux travaux concernés. Le titulaire respectera les règles d'hygiène et les règles particulières de prévention applicables à l'activité sectorielle et professionnelle, liée au marché pour lesquelles il y aurait un risque d'accident de travail. Les dispositions spécifiques du code du travail seront appliquées par le titulaire. Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Droit environnemental, protection social et du travail, de la main d'œuvre (*selon avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marché publics (JO du 27/03/2016)*)

Le titulaire a l'obligation d'analyser et évaluer les risques liés aux travaux et faire appliquer ses mesures de sécurité. Outre la réglementation sociale locale qui lui est applicable, le titulaire est également tenu au respect des dispositions des **huit principales conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail**, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays concerné :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

En outre, le Titulaire doit être en mesure, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, d'en justifier sur simple demande du Représentant du pouvoir adjudicateur.

Lutte contre le travail dissimulé : Le titulaire est tenu de faire porter par son personnel, ou dans le cadre d'un contrat de sous, et dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personnel. Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur.

Réunion de chantier et fréquence :

La fréquence est fixée au minimum à une (1) réunion mensuelle. (hors programmation et visite demandée par le CSPS et modifications techniques)

L'organisation et la date pour la fréquence mensuelle des rendez vous de chantier sont laissés à l'initiative du Maître d'ouvrage en fonction des nécessités et des phases d'avancement du chantier.

Le titulaire, devra systématiquement assister aux réunions de chantier organisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire pendant la durée des travaux sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Toutefois, des conditions particulières peuvent être définies en accord avec le maître d'ouvrage. En cas d'impossibilité, le titulaire devra se faire représenter par une personne qualifiée ayant pouvoir de décision, afin que les arbitrages inhérents aux travaux soient menés et mis en application immédiatement.

Le titulaire mettre tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées au plus tard pour la réunion de chantier suivante . Le cas échéant, des pénalités pourront être appliquées. Les observations figurant au compte rendu de réunion sont contractuelles. Si le compte rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard sous huit (8) jours à compter de sa date de diffusion par voie dématérialisée, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

Le maître d'ouvrage peut de son initiative provoquer une réunion en convoquant les différents intervenants, en communiquant par courriel les destinataires, avec un délai minimum de 3 jours.

Obligations du titulaire :

Secret professionnel - Obligation de discrétion et de confidentialité : (dérogation à l'article 5 CCAG-T 2021)

Le présent dossier intéressant le Ministère de l'intérieur, et plus précisément une caserne de Gendarmerie, en conséquence, le Titulaire doit, en conséquence, se conformer aux différentes stipulations demandées par l'Acheteur (liste nominative du personnel employé sur le chantier, contrôle nominatif...). Le Titulaire aura à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

Au cas où les nécessités de la sécurité de ses activités l'exigeraient, le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs personnels du titulaire l'accès de certains locaux.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution des travaux.

D'une façon générale, le personnel du titulaire est tenu à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés, tant vis à vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Obligations administratives d'accès au chantier - consignes - contrôle nominatif - Sécurité :

Les différentes autorisations sont délivrées par le responsable du lieu de livraison de l'ouvrage ou du casernement du site, ou du commandant de caserne situé à la caserne de Gendarmerie, pour les accès des personnels de l'entreprise au sein de la caserne. Une liste nominative du personnel comportant nom prénom date de naissance, lieux de naissance, n° carte d'identité, copie de la CI, est établie par l'entrepreneur titulaire au responsable du casernement. Cette liste est tenue à jour par le titulaire. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier. Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires.

Le titulaire est informé que les personnes travaillant dans le cadre du marché, ainsi que lui-même, seront soumis à un contrôle de sécurité. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement de toute personne ayant fait l'objet d'un avis défavorable. La non habilitation n'a pas à être évoquée.

Obligations des Mesures de sécurité

Le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par le responsable commandant de Caserne du site de l'opération.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer.

Contraintes horaires : Les livraisons et les travaux sont exécutés sur les horaires fixés lors de la réunion préparatoire de chantier et stipulés sur l'O.S. fixant le début de chantier.

ARTICLE 8-SOUS-TRAITANCE ET CONDITION DE PAIEMENT

Impact du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) sur la sous-traitance : Chapitre IV

Article 28 “Responsable du traitement et sous-traitant”

Dans le cadre des relations contractuelles entre le titulaire et son sous-traitant, les deux parties s’engagent à accepter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et , en particulier, le règlement(UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, “ **le règlement européen sur la protection des données**”)

Le nouveau document de sous-traitance Dc4 version code de la commande publique 2019 est adapté et mis à jour afin que l’acheteur public puisse donner son autorisation préalable spécifique à l’acceptation du sous-traitant lorsque ce dernier est chargé de traitements de données à caractère personnel .

Le titulaire doit s’assurer, d’une part que son sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles et d’autre part, que le sous-traitant intègre les clauses obligatoires prévues à l’article 28 du RGPD . Si le sous-traitant ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l’acheteur de l’exécution par le sous-traitant de ses obligations.

La sous-traitance de la totalité du marché n'est pas autorisée.

Le titulaire d’un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l’exécution d’une partie du marché public dans les conditions fixées par la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et dans les conditions prévues au code de la commande publique 2019 et sous condition d’avoir obtenu de l’acheteur l’acceptation de chaque sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, le RPA exige que le titulaire lui fournisse des précisions et justifications sur le montant de ces prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché principal demeure personnellement responsable de l’exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Tâches essentielles

Le RPA exige que certaines tâches essentielles liées aux travaux de chaufferie soient effectuées directement par le titulaire du marché. Il est également rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

Le RPA peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire, notamment pour des motifs liés à la sécurité des approvisionnements ou des informations.

En cours d'exécution du marché, Le candidat peut faire appel à la sous-traitance à condition de les avoir déclaré et d'en faire la demande à la personne publique chargée d'accepter chaque sous-traitant et d'agrèer les conditions de paiement. Il fournit une déclaration imprimé DC4 téléchargeable sur le site officiel :

www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat.

Cet acte de sous-traitance DC4 mis à jour commande publique 2019 mentionne les rubriques suivantes :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant des sommes à payer directement au sous- traitant (ht et ttc) ;
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance;
- le taux de TVA ou le cas particulier des travaux relevant de l’article 283-2 nonies du code général des impôt (auto-liquidation) ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- les certificats et attestations attestant la régularité fiscale et sociale du sous-traitant
- liste de référence des travaux similaires ;
- extrait de k bis ;
- le détail des travaux sous-traités, ainsi que le montant, correspondant au poste du DPGF,ainsi que la durée pré-visible.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le RPA, est payé

directement (montant supérieur à 600,00 € TTC) par celui-ci pour la part du marché dont il assure l'exécution. Chaque sous-traitant présenté doit faire l'objet d'un DC4 distinct (VERSION À JOUR CCP 2019). Ce document contient la déclaration sur l'honneur du sous-traitant justifiant que ce dernier n'entre pas dans un des cas lui interdisant de soumissionner prévus aux articles 1.2141-1 À 1.2141-14 de l'ordonnance n°2018-1015 du 3 décembre 2018.

La déclaration d'un sous-traitant au moment de l'offre est présentée sur le document ATTRI 2 Acte spécial. Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Avance

Les conditions du marché respectent le versement d'une avance selon les dispositions fixées ci-dessous à l'article X. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

ARTICLE 9- NOTATION/ ATTRIBUTION/PIÈCES CONTRACTUELLES/PLIS

Pour l'ensemble de l'opération, les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

Le candidat soumissionne pour l'ensemble des travaux représentant l'offre de base du DPGF et de(s) variante(s) imposée(s) (ex option).

Le délai de validité des offres est fixé à **240 Jours**. En cas de nécessité, la personne publique se réserve la faculté de demander, par écrit aux candidats, de maintenir leurs offres au-delà de cette période. En cas d'acceptation, notifiée par écrit à la personne publique, les candidats seront engagés par leurs offres jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai durant lequel la personne publique notifiera aux candidats l'acceptation ou le rejet de leurs offres. La validité de l'offre étant fixée dans l'acte d'engagement.

JUGEMENT DES OFFRES - CRITÈRE DE CHOIX-TRANSMISSION DES PLIS :

Examen des offres

Avant de procéder au classement, le RPA s'assure de la recevabilité des offres. Le jugement des offres est effectuée dans les conditions prévues au code de la commande publique.

L'analyse, la notation des offres sont effectuées selon la méthode ci-dessous.

Effectuée lot par lot

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La mise en œuvre du classement des critères est de type pondération affectant chacun des critères d'un coefficient chiffré et d'une note.

Note globale et finale sur 100 points

L'attribution de la note finale est obtenue par addition de la note **des 2 critères**.

Les offres sont ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 100) à la moins bonne (note la plus proche de 0). Le candidat obtenant la note finale/100 la plus importante sera classé premier et désigné comme attributaire potentiel du présent marché, sous conditions de la production des documents mentionnés à produire dans le délai fixé. (Règles d'attribution cf Ar VI).

En cas d'égalité entre deux candidats, celui qui aura la meilleure note sur le critère de la valeur technique sera classé en meilleure position.

Dans le cas de erreurs arithmétiques ou de report constatés dans le DPGF, le candidat sera invité à préciser les montants indiqués sans que cette précision puisse engendrer une modification substantielle de son offre.

Méthode de notation des offres : Lot par lot. L'Attribution de la valeur chiffrée (nombre de points) est faite au regard du critère de sélection listé dans le tableau ci-dessus.

Critères d'attribution des offres : Ils sont les suivants :

N° d'ordre du Critère Hiérarchisé par ordre	Nature du critère Intitulé	Pondération en % par critère de la note finale	Nbre de points maximum attribués sur une note de 100 :
C1 VALEUR TECHNIQUE (appréciée d'après le mémoire technique). Ce critère est décomposé en 4 sous-critères.		60 % de la note finale et décomposé en 4 sous-critères désignés ci-dessous.	60 points (total obtenu par l'addition des notes des sous-critères)
		1) Moyens humains et matériels affectés au chantier (note sur 5 points). 2) Moyens mis en œuvre pour respecter le planning (note sur 5 points). 3) Moyens mis en œuvre pour gestion d'un chantier en site occupé (note sur 5 points) 4) Définitions (marque et type) des produits et matériels mis en œuvre pour réaliser les travaux (noté sur 5 points)	La note de la valeur technique totale obtenue à partir des 4 sous-critères sera pondérée par 3 pour une notation sur 60 points . Le détail des sous-critère est précisé dans le document Annexe VII à l'ATTR11 représentant le mémoire technique fourni au DCE.
C2 PRIX		40 % de la note finale	Note sur 40 points
Nombre total de points obtenus sur les critères sur un total de:			100 % et 100 points

Avant classement et notation des critères principaux, l'offre technique du candidat est examinée sur sa conformité ou non aux exigences des caractéristiques du CCTP. **Toute offre non conforme techniquement et ne répondant pas aux exigences du CCTP est rejetée.**

C1/ Critère de la valeur technique: (pondérée à 60 % de la note globale de 100) (note sur 60 points)

La notation de la valeur technique sera appréciée d'après les éléments renseignés dans le cadre de réponse du mémoire technique (annexe VII à l'Attril du candidat) se verra attribuée une **note sur 60 points**, répartis et obtenus à partir des **notes des 4 sous-critères** précisés dans le cadre du mémoire technique :

Méthode de notation du critère technique avec le nombre de points obtenus des sous-critères :

Pour chacun des sous-critères de cette valeur technique, il est demandé aux candidats de répondre précisément à l'aide du cadre de réponse du mémoire technique. La notation détaillée des sous-critères du mémoire technique est la suivante :

Chaque sous-critère de la valeur technique est noté sur un total de 5 points.

La note de la valeur technique totale obtenue à partir des 4 sous-critères sera pondérée par 3 pour une notation sur 60 points

Sous-critère 1. Note sur 5 points appréciée et relative: Moyens humains et matériels affectés au chantier

Sous-critère 2. Note sur 5 points appréciée et relative : Moyens mis en œuvre pour respecter le planning

Sous-critère 3. Note sur 5 points appréciée et relative : Moyens mis en œuvre pour gestion d'un chantier en site occupé

Sous-critère 1 2 et 3 : la notation et l'attribution des points sont les suivantes :

Inexistant=0 ; Simple et non spécifique au chantier =1 ; Détaillé mais non spécifique au chantier=2 ; Très détaillé mais non spécifique au chantier=3 ; Détaillé et spécifique au chantier=4 ; Très détaillé et spécifique au chantier =5

Sous-critère 4 : la notation est la suivante :

Inexistant

=0 ; Incomplet ou non conforme =1 ; Quelques non conformités mineures au CCTP, acceptées par le maître d'œuvre=2 ; Entièrement conforme au CCTP =3 ; Entièrement conforme au CCTP, avec indication des marques=4 ; Entièrement conforme au CCTP, avec indication des marques et des spécifications =5

C2/ Critère prix : (pondérée à 40 % de la note globale de 100) (note sur 20 points)

L'examen de l'offre se fera en appréciant les chiffres portés sur les documents transmis par le candidat.

La fiabilisation du critère prix est évaluée dans l'évaluation du coût global de l'ATTRI1 et dans son détail figurant et décomposé dans le DPGF de l'offre. Le détail par poste de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire fait l'objet d'une analyse.

Méthode de notation du critère prix

La formule de calcul pour le calcul de la note est la suivante :

Le candidat présentant une offre la moins disante obtient une note maximale de 40 points. Les autres offres sont notées comme ci-dessous :

Note du candidat jugé = (prix de l'offre du moins disant/ prix de l'offre jugée du candidat) x note max de 40 points. Le montant de l'offre du candidat est celle figurant à l'acte d'engagement (Attri1) et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire mixte du D.P.G.F. détaillé qui permettra d'apprécier les propositions de prix. En cas d'erreur de prix, le montant de l'offre figurant dans le nouveau modèle d'acte d'engagement (ATTRI1) et le pouvoir adjudicateur peut demander des précisions sur les calculs de l'offre du candidat en cas de discordance entre les documents.

L'offre de (S) variante (S) imposées par le RPA (Ex option, admise conforme au CCTP, sont notées sur l'unique critère du prix.

Le représentant du pouvoir adjudicateur décide ou non de lever la ou les variantes exigées en fonction des montants des offres des variantes et des crédits de financement obtenus. En cas de variante acceptée, le RPA le précise dans les documents d'attribution du marché.

Langage : Les documents seront entièrement rédigés en langue française.

La consultation prend en compte les nouvelles mesures de la réglementation de la commande publique.

Pour information au sens de la consultation du marché en procédure adaptée:

Une offre inacceptable est une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au présent marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Une offre inappropriée est une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence.

Une offre irrégulière ne peut être régularisée qu'à la condition d'être régularisable.

Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète par l'absence des documents contractuels demandés et exigés au titre de l'offre ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de consultation, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Observation : Cas des offres irrégulières dans le sens incomplètes en procédure adaptée

Pourrait ainsi être régularisée sans négociation :

L'offre qui présente une simple erreur matérielle, bordereau des prix incomplet, erreurs de calculs, mal renseigné, l'offre dont l'annexe à l'ATTRI1 n'indique pas, contrairement à ce qui est demandé dans les documents de la consultation, des délais d'exécution du marché alors que ceux-ci figurent dans le planning d'exécution joint au dossier ou autres documents.

A condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, les offres irrégulières, incomplètes peuvent toutefois être régularisées dans un délai approprié.

Le RPA n'est pas tenu de demander au soumissionnaire de la régulariser et peut décider de la rejeter.

Une offre jugée dans le sens incomplète (cas cités ci-dessus) est donc régularisable afin de permettre l'analyse comparative réelle des offres remises.

Elles font l'objet d'une **demande de régularisation** de l'offre par un document contractuel du représentant du pouvoir adjudicateur au candidat. La demande de régularisation de l'offre incomplète, renseignée par le candidat doit permettre de rendre **son offre initiale** analysable et comparative, avec les autres offres déposées sans affecter le jeu de la concurrence et le principe d'égalité entre les candidats. La régularisation ne peut être l'occasion pour le candidat d'améliorer son offre sur des points dont la régularité n'est pas en cause et ne peut en aucun cas avoir pour effet de modifier ses caractéristiques substantielles. Il ne s'agit pas en effet de permettre au soumissionnaire de présenter une nouvelle offre ou de changer les termes de celle-ci de telle sorte que son économie générale soit bouleversée.

Négociation de la procédure adaptée :

Le RPA prévoit de négocier en se réservant toute fois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Organisation de la négociation : Elle est écrite et transparente dématérialisé sur le profil acheteur PLACE.

La négociation a lieu après la remise des offres, et peut porter sur tous les éléments de l'offre, y compris les prix. Elle est engagée avec les soumissionnaires ayant obtenu les meilleures notes à l'issue d'un premier classement en application des critères d'attribution du marché et sous réserve d'un nombre suffisant d'opérateurs économiques.

Cette négociation est menée sous forme d'une consultation par écrit dématérialisé. Les soumissionnaires sont invités via PLACE à négocier, et informés des conditions et des délais (en X jours) de la remise d'une nouvelle offre négociée.

A l'issue, une nouvelle analyse des offres est réalisée et un classement est effectué à partir de la remise des nouvelles offres négociées. Un compte rendu de négociation listant les points de négociation est dressé.

Régime de la procédure simplifiée selon la loi ASAP :

En l'absence de candidat sur un lot, le RPA se réserve le droit de procéder à une nouvelle consultation simplifiée et négociée sans publicité et sans concurrence pour le lot infructueux, s'appuyant sur la loi ASAP et de son article 142 . Le montant du lot infructueux ne devra pas dépassé 20% de la valeur totale estimée de l'ensemble des lots de l'opération

Durée de validité des offres :

Les offres sont valables **240 jours** à compter de la date de limite de remise des offres.

MODALITÉ DE TRANSMISSION DES PLIS :

Date et heure de réception ds plis électroniques

Les plis devront être transmis avant la date et heure indiquée ci-dessous :

Date et heure limites de réception des offres électroniques : 07 MARS 2022 14H00

Les plis électroniques téléchargés et les copies de sauvegarde parvenues hors délais sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetées.

Condition de transmission des plis électroniques

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : URL

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envoi successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site PLACE. Les candidats trouveront sur ce site un guide « utilisateur » téléchargeable. Une annexe au ccap est également fournie dans le DCE, relative à l'utilisation de PLACE. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme PLACE ;

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. En cas d'indisponibilité de la plateforme PLACE empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : pdf ,doc ,xls ,ppt ,odt ,ods ,odp ainsi que les formats d'image *.jpg *.png et de documents *.html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

-formats exécutables .exe, .com , .scr . Etc.

-macros ; activeX, Applets, scripts, etc.

ATTRIBUTION DU MARCHE

DOCUMENTS OBLIGATOIRES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE AVANT SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (procédure matérialisée sous forme papier ou dématérialisée)

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les éléments cités ci-dessous dans un délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue

1) L'acte d'engagement (ATTRII), complété, visé et signé électroniquement et les annexes constituant les DPGF du marché.

2) Assurance responsabilité civile professionnelle de droit commun et dommage «ouvrage» obligatoire en cours de validité : (dérogation à l'article 8 du CCAG-T)

Textes applicables: Code des assurances (Art. L241-1 L 242-1; L 243-2 L 243-1-1) code civil (art.1792;1792-1;1792-2, 1792-6). Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité l'égard du Maître d'ouvrage, du Représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier avant tout début des travaux, qu'il possède ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité civile et dommages avec l'étendue des garanties. (conformément aux articles 1792 à 1792-6 du Code Civil et du code des assurances).

Responsabilité civile professionnelle : Cette police d'assurance doit apporter les minima de garanties suffisants compte tenu de l'importance des travaux par sinistre avant réception et par sinistre après réception.

Dommages : La police d'assurance s'applique pour l'opération, objet du marché dont les termes devront être conformes aux dispositions du code des assurances pour les travaux sur existant. Les garanties demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur ne limitent en rien les responsabilités liées au choix des propres garanties par le titulaire.

Responsabilité civile décennale : Autre que l'assurance de responsabilité civile professionnelle, le titulaire à

l'obligation de souscrire l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L.241.1 du code des assurances et des clauses énoncées à l'annexe I de l'article A 241.1 du même code.

Attestation: Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours (15) à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du maître d'ouvrage et dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la demande. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur le quel le titulaire intervient et pour les activités objets du marché.

Le titulaire doit démontrer de la maîtrise des risques liés à la réalisation de l'activité pour laquelle elle exerce son activité sectorielle **et les risques des travaux**. Le titulaire s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification de ses contrats.

Assurance du maître d'ouvrage

L'ouvrage concernant une enceinte domaniale de la Gendarmerie du ministère de l'intérieur, l'état étant son propre assureur. En cas de sinistre, le dossier est ouvert et établi en liaison avec la cellule administration contentieux du maître d'ouvrage.

3) Attestation et/ou certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du code du travail.

4) Un extrait de Kbis ou extrait carte relative à l'inscription RCS ou équivalent si les documents ne sont pas fournis dans la candidature

5) Renforcement et lutte contre le travail clandestin – Vigilance et renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé – Sanctions contractuelles (Loi n°2011-525 du 17/05/2011)

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du Code du Travail, s'il emploie des salariés, le Titulaire doit fournir à la date de signature du contrat, et tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 à L.3243-2, L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du Travail

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, une clause est stipulée dans le CCAP. si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5. Le montant des pénalités est au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L 8224-5 .

6) Conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 modifié fixant la liste des impôts,taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics, et lorsque le profil acheteur PLACE ne le permet pas ou que le candidat soumissionnaire n'a pas pu les intégrer sur PLACE, ou dans son pli, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché est tenu de fournir les certificats suivants:

- Le certificat et l'attestation URSSAF attestant de la souscription des déclarations fiscales et des versements des cotisations, et du paiement pouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

7) Un relevé d'identité bancaire ou postal si il n'est pas fourni dans le pli

8) Le cas échéant, un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries.

Pièces contractuelles constitutive du marché (dérogation à l'article 4 CCAG-T)

Le marché est constitué par les documents contractuels, pièces particulières et générales pour le marché et classées en ordre de priorité de la manière suivante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement représenté par le document ATTRI1 et ses annexes financières « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire DPGF Mixte » du marché constituant les prix de l'offre de base et de(s) variante(s) éventuellement exigée (s) par le RPA et tout autre documents annexés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières simplifié (C.C.A.P.-S) et ses éventuelles annexes ;
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution ds travaux établi conformément aux stipulations du CCAP (article 5) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes formant plans, schémas et autres documents techniques ;
- L'annexe III cadre du mémoire technique du titulaire et tout autre document de son offre technique;
- Le PGC plan général de coordination établi par le coordonnateur SPS et son PGCSPS ;
- Les documents représentant les actes spéciaux de sous-traitance avec les formulaires ATTRI2 et/ou DC4, accordés par le RPA ;
- Les différents Ordres de Services qui seront adressés par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Les réponses aux différentes questions et les pièces supplémentaires, présentées par le candidat retenu et consignées par le document (Ouv6) du RPA.

Pièces générales : Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de la remise de l'offre.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-T) applicables aux prestations, objet du marché, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et modifié en septembre 2021 .Il est réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent CCAP-S mais le titulaire peut consulter la version en vigueur sur le site internet de la daj : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Le ou les CCTG applicables aux marchés de travaux et à la nature des travaux de l'opération.

Les différents DTU et Qualification cités au CCTP.

ARTICLE 10 – PRIX – RÈGLEMENT – AVANCE – DÉCOMPTE – ACOMPTE -PÉNALITÉS

Délai de paiement : Fixation du délai

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière des articles L2192-12 ;R2192-10 àR2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30)** jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-vis.

Le virement est effectué au compte du Titulaire, dont le RIP ou RIB remis lors de l'offre est indiqué sur l'acte d'engagement. Le point de départ de ce délai est la date de réception de paiement auprès du responsable destinataire de la facture, avec admission des prestations. Le délai, pour le solde des marchés de travaux court à compter de la date de réception par le Maître de l'ouvrage (ou bureau le représentant) du décompte général et définitif.

Le point de départ du délai global de paiement : Déclenchement du délai

Le point de départ est la date de dépôt de la demande de paiement sur le portail de dématérialisation de facture CHORUS- PRO (cf paragraphe ci-dessous sur la transmission des factures).

Le dépassement du délai de paiement : Intérêt moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points** de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Dispositif pour retard de paiement applicable à cette consultation : Décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. **Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Ce délai de paiement peut être suspendu qu'une seule fois si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement du créancier ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi et par les articles le CCP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Taux de TVA applicable au marché : Les prix sont assujettis au taux de tva en vigueur à la lors du fait générateur de la taxe au sens du code général des impôts.

Le marché dont les travaux sont de type rénovation de logement (plus de 2 ans) ouvre droit au taux de **10 % et de 20 %** pour les travaux de désamiantage.

Paiement direct des sous-traitants

Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du service bénéficiaire du représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et , d'autre part, au servie bénéficiaire de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande paiement au service bénéficiaire du Représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné des factures et de l'accusé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le service acheteur informe sans délai le titulaire qu'il peut présenter la facture du sous-traitant, en la déposant sur l'outil chorus-pro conformément à la procédure des factures dématérialisées. La procédure de mise en paiement est effectuée conformément au délai de paiement fixé ci-dessus.

Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nomies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxes des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

Les prestations de travaux sont réglées :

Forme, décomposition, type et contenu des prix :

Le marché est traité à **prix global forfaitaire** décomposé des sous détails de prix unitaire pour les quantités à exécuter, par nature d'ouvrage ou de chaque élément d'ouvrage

Les prix sont ferme non révisable au dépôt de l'offre. Les prix sont établis en fonction des prestations détaillées dans la partie technique du C.C.T.P. Le prix est du **type global forfaitaire mixte**.

Les prix sont établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par la gestion des déchets conformément au « schéma d'organisation déchets »

Prix de règlement :

Les prestations exécutées et réalisés faisant l'objet du présent marché seront réglées au prix fixés dans l'acte d'engagement constitué par le document ATTR11 et ses différentes annexes contractuelles constituant le (les) Bordereau des prix sous la forme du DPGF mixte.

Mois d'établissement des prix :

Les prix fixés des offres sont réputés fermes et établis selon les conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre (MO) soit le mois de **MARS 2022**.

Actualisation du prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois Zéro » (MO)

Les prix de l'offre du marché sont établis en tenant compte de ce délai entre la date de remise des offres et la date de début prévisionnel des travaux **fixé au calendrier d'exécution arrêté et contractualisé dans l'ordre de service n°1**. En cas de dépassement du **délai de trois (3) mois**, et pour des variations économiques importantes liées au prix des matières premières, le Titulaire peut prétendre à une actualisation de son offre.

Périodicité, index ou indice de référence, détail du calcul :

Le titulaire présente son actualisation lors de sa **première demande de paiement mensuelle** à partir de laquelle est calculée l'actualisation selon la formule suivante :

Prix actualisé = prix initial * (indice ou index à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation des prix des offres MO)

Index de référence BT diffusé par L'INSEE qui correspondent à la nature des travaux du marché et qui sont :

Index BT8 (lot 1 plomberie sanitaire) ; Index 47 (lot 2 électricité). BT50 Rénovation tous corps d'état (lot 3 second-œuvre) ; BT18a (lot 4 menuiserie intérieures) ; BT01 tous corps d'Etat (lot 5 désamiantage).

Ces indices de références sont choisis en raison de la nature des travaux du marché, pour représenter l'évolution des prix des travaux objet du marché.

En cas d'actualisation, elle se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations de travaux.

Les outils et les informations mis à disposition sont ceux du site de référence : <https://www.insee.fr/fr>

Travaux des prestations supplémentaires ou modificatives

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-T de référence (version 2021) et au code de la commande publique relative à l'exécution des modifications du marché.

En complément de cet article 13 (CCAG travaux), le présent marché adapté sur l'initiative et en appui d'une fiche de travaux du maître d'œuvre, et après validation du représentant du pouvoir adjudicateur peut également faire l'objet de modification pour des travaux devenus nécessaires en cours d'exécution et qui ne sont pas prévues dans les travaux de l'opération initiale du marché ou par des circonstances imprévues.

Le titulaire doit fournir un devis de travaux avec les prix du marché prévus dans le DPGF ou sont susceptibles de négociation si ce n'est pas le cas à partir des nouveaux prix établis à partir des sous détails ou décomposition de ceux fixés au DPGF. Les prix peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Dépassement du montant initial contractuel des travaux (augmentation et/ou diminution)

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14 du CAGE-Travaux. Au delà de ces limites, et en complément de l'article cité, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le représentant t du pouvoir adjudicateur ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions de montant contractuel de travaux sont fixés à l'article 15 du CCAG-T 2021.

Rappel : Le montant contractuel des travaux est celui du montant des travaux résultant du marché initial et éventuellement modifié par les avenants intervenus.

Régime de l'avance : Taux et condition (Favorisant les PME et TPE) : La procédure est appliquée par marché attribué en cas d'allotissement.

Avance obligatoire :

Dans le cas du marché à lots séparés, une avance est versée au titulaire du lot 1 2 3 et 4 pour chaque marché attribué dans les conditions prévues ci-dessous :

Les conditions du marché des lots 1 2 3 et 4 sont réunies pour permettre au régime d'avance. Dans ce cas et en application des récentes modifications du 15 octobre 2020 au nouveau code de commande publique et plus précisément sur le régime de l'avance, le RPA autorise une avance par marché attribué fixée au taux minimal de **20 %** du montant initial du marché public adapté attribué toutes taxes comprises si le titulaire en fait la demande.

Cette avance due au titulaire du marché est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Dans ce cas, le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le service bénéficiaire du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'applique alors au montant en de base des prestations de chaque co-traitant.

Les modalités de paiement de l'avance sont les suivantes :

En l'absence de constitution de garantie à première demande ou de caution personnelle et solidaire, le délai maximum de trente jours (30) de versement de l'avance court à compter de la notification de l'ordre de service ordonnant le début des travaux du marché.

Le remboursement- Modalités et Rythme

Ce remboursement de l'avance inférieure ou égale à 30% dans le marché s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixés ci-dessous, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel ou de solde lorsque le montant des travaux exécutés par le titulaire atteint **65 %** du montant toutes taxes comprises des travaux du marché qui lui sont confiées au titre du marché dont il est titulaire.

Avance non obligatoire pour les marchés qui ne remplissent pas les conditions réglementaires : Sans objet

Renonciation de l'avance

Dans tous les cas, le titulaire du marché peut renoncer au bénéfice de l'avance même en cas d'avance obligatoire, dans ce cas, il doit le préciser dans l'acte d'engagement (ATTRI1) du marché. Ce dernier peut toujours se raviser et demander ultérieurement à percevoir cette avance. (case B4 de l'attri1 acte d'engagement)

Projet de décompte (s) et acompte (s) mensuel (s) - Situation de travaux- condition de versement :

Demande paiement - Projets de décompte mensuel

Les conditions de la durée de réalisation des travaux, fixée à une durée prévisionnelle de **4 mois** pour réaliser l'ouvrage de l'opération sont remplies et permettent les conditions de la procédure des règlements par acomptes. Le décompte comporte le montant des travaux établis en pourcentage d'exécution d'ouvrage à partir des postes récapitulés au DPGF, les approvisionnements constitués et non encore utilisés. Ces décomptes établissant le montant cumulé du mois précédent sont établis aux prix de base du marché initial, sans actualisation, ni révision de prix et hors TVA.

États d'acomptes-situations mensuelles

En complément des dispositions de l'article 12 du CCAG de référence, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur est déterminé par le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, conformément à un modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché ou lors de la première réunion de chantier, ou sur demande au maître d'ouvrage.

Cet acompte en plus des montants des travaux exécutés sur l'ouvrage peut faire ressortir éventuellement l'effet de l'actualisation, la retenue de la garantie et le remboursement de l'avance, s'il en est prévues une au marché. Il comporte et mentionne la TVA. Le MOE propose pour règlement au RPA l'acompte qu'il a admis.

Projet de décompte mensuel pour approvisionnements : Sans objet

Périodicité : **Fixée en fin de mois par des demandes de paiement mensuelles** : L'acompte ne présente pas de caractère définitif et n'a pas de caractère de paiement non susceptible d'être remis en cause. Le titulaire dresse son décompte avant la fin de chaque mois. Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Le titulaire transmet mensuellement son projet de décompte au MOE pour vérification, acceptation et dresser l'acompte mensuel à présenter au RPA.

Décompte Général et Définitif - Solde et règlement du marché (dérogation à l'article 12.3 et 12.4 CCAG-T).

Le règlement du marché se fait par un **projet de Décompte Général (DG)** qui est la demande de paiement finale après l'achèvement des travaux. Ce solde est établi et réglé, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de décision de réception des travaux.

Dispositions générales : Le solde intervient à l'issue de la procédure de réception des travaux.

Après constatation de l'achèvement de sa mission, (réception des travaux) le titulaire adresse une demande de paiement du **solde** sous forme d'un **projet de Décompte Général final** comprenant le récapitulatif des acomptes versés, le montant HT du marché initial, l'incidence de la TVA, l'avance consentie éventuellement, la récapitulation des postes et le solde à verser. Cette demande établit le montant total des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble ;

Le paiement des sommes dues par la personne publique s'effectue, à l'expiration des travaux exécutés, dans son ensemble après l'achèvement des travaux. La présentation du **Projet de Décompte Final**, acceptée par le Représentant du pouvoir adjudicateur, disposant d'un délai de dix (10) jours pour vérification, devient le **Décompte Général et Définitif (DGD)** et la **demande de paiement finale, solde et règlement du marché due au titulaire**. Ce **décompte Général final** a un **caractère définitif**, après acceptation des deux parties et ne peut être revu, sauf, bien entendu en cas de désaccord de volonté des parties de modifier le décompte général et définitif. La demande se présentera sous la forme d'une facture, comprenant les indications ci-dessous :

Le Décompte Général final et définitif ne fera apparaître que les prestations réellement réalisées. Elle est établie à partir des prix initiaux du marché.

Le projet de décompte général avec le solde est établi par le maître d'œuvre qui le transmet au représentant du Maître d'ouvrage.

La demande de paiement finale est établie par le titulaire, après l'achèvement des travaux sous la forme du décompte final avec le décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution ou à la place de ce dernier.

Effets du Décompte Général final et définitif sur la réception : Il met fin un point final à l'opération avec le règlement des éléments financiers du marché

Facturation: (acompte- situation) Transmission et réception des factures sous la forme électronique sur un portail public de facturation

Conformément au décret n°2019-748 du 18/7/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le titulaire ainsi que les sous-traitants éventuellement admis au paiement direct transmettent les factures sous forme électronique sur le portail Chorus-pro accessible par internet à l'adresse URL suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Depuis le 1er janvier 2020, dans le cadre des marchés publics, toutes les entreprises doivent obligatoirement transmettre leurs factures de façon dématérialisées via la plate forme chorus pro, y compris les microentreprises.

Dans le cadre de factures de travaux les maîtres d'œuvre ou leurs représentants doivent utiliser la plate-forme Chorus Pro pour valider les factures déposées par l'ensemble des intervenants d'un chantier admis en paiements directs : entreprises et sous-traitants.

L'intérêt d'utiliser les plates-formes de gestion des marchés de travaux pour réaliser le calcul et la validation des situations de travaux et ensuite déposer ces états d'acomptes sur **Chorus Pro** de manière transparente est alors immédiat.

Une aide en ligne pour le titulaire est disponible sur le site : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/notre-offre-daccompagnement/>

Une annexe III est jointe également au présent CCAP pour la dématérialisation des factures de travaux sur le portail CHORUS PRO

Les mentions obligatoires normées des factures électroniques sont :

Les factures devront correspondre aux normes imposées dans le décret de référence. La facture est établie en euros (€) [maximum deux (2) décimales] :

- Les références du marché ;
- Nom et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le détail des travaux exécutés, conformément aux prix et poste du DPGF et son pourcentage d'avancé de travaux pour les situations et les acomptes ;
- La date de facturation et le numéro de facture ;
- Le numéro de SIRET et SIREN de l'entreprise titulaire du marché.
- **Le numéro de Référence CHORUS ENGAGEMENT JURIDIQUE qui figure sur les documents marché.**
- **Le numéro du service exécutant CODE SE MI5PLTF069 SIRET UNIQUE 11000201100044**

Dépôt des factures dématérialisées sur le Portail public chorus pro onglet «factures de travaux»:
<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'état dispose de sa solution de dématérialisation des factures dénommée Portail CHORUS PRO à l'adresse ci-dessus. Le DCE intègre deux plaquettes d'aide à la saisie et à la dépose de factures sous le portail chorus-pro. Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Période transitoire et dérogatoire

Si le maître d'ouvrage n'a pas déployé son abonnement et n'a pas mis en place la plate forme dématérialisée chours-pro travaux, le titulaire est autorisé à adresser ses projets d'acomptes, situations, décomptes et DGD par voie dématérialisée au maître d'œuvre avec copie au RPA.

Pénalités - Primes d'avances – Sanction: (dérogation à l'article 19)

Généralités

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. En cas de groupement et de paiements séparés, les pénalités sont répartis entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Les pénalités sont opérées sur le dernier décompte mensuel.

Pénalités de retard :

Lorsque le délai d'exécution est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre ou du conducteur d'opération une pénalité journalière de **cent cinquante (150) euros (€) toutes taxes comprises (TTC)**, par jour calendaire de retard. Le titulaire peut échapper aux pénalités lorsque le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre est responsable du dépassement du délai convenu. Des retards liés à un délai d'exécution partiel mais rattrapé au regard du délai global ne peuvent donner lieu à sanction. Le maître d'ouvrage peut renoncer, par exonération à appliquer les pénalités de retard, particulièrement lorsque le titulaire du marché est une TPE ou une PME, pour lesquelles la mise en œuvre des pénalités peut avoir de lourdes conséquences financières. La renonciation peut être unilatérale, contractuelle ou encore transactionnelle. Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 8 % du montant total hors taxes du marché initial, éventuellement modifié.

Pénalités pour remise de document conformément à l'exécution du marché :

Une pénalité forfaitaire de 150.00 € TTC est appliquée pour :

Pour non remise des documents demandés par le maître d'ouvrage ou pour visa au MOE.

Pour non-respect des dispositions du marché :

Absence de Rendez-vous chantier ordonné par OS : 150 € TTC par journée de retard

Pour non-respect des consignes du CSPC, le cas échéant ou application des règles de prévention.

Une pénalité forfaitaire de 1500.00 € TTC est appliquée pour :

Pour non-respect de la désignation des sous-traitants.

Pour non-respect des indications de comptes rendus de réunion.

Pour non remise du ou des BSD.

Non remise des attestations d'assurance après l'expiration du délai fixé par le RPA.

Non respect des obligations des traitements des données personnelles

Une pénalité forfaitaire de 1000.00 € TTC est appliquée pour :

Pour non transmission des documents d'élaboration du DOE au MOE, avant réception du DGD.

Pénalités pour non respect des obligations d'objectifs environnementaux conformément à l'exécution du marché :

Une pénalité forfaitaire de 500.00 € TTC est appliquée pour :

Non respect des objectifs environnementaux fixés par le RPA, concernant le tri des déchets, le titulaire encoure, sous constatations du maître d'œuvre ou du CSPS, une pénalité de 500.00 €.

Retenues :Sans objet

Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs.

En cas de manquement de la part du titulaire ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle dont dépend le titulaire.

Prime(s) d'avance(s) : Sans objet

Retenue de Garantie -Taux-Remboursement: Sans objet

Garantie à première demande et/ou caution personnelles solidaire: Sans objet

Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique relatifs à l'affectation de marchés publics en nantissement et cession de créances. Les créances nées ou à naître concernant les marchés attribués peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 du code de la commande publique. Les certificats de cessibilité sont établis, à la demande du titulaire au RPA, pour la créance du marché.

Ordonnateur secondaire et service liquidateur chorus pour la Gendarmerie :

Par délégation de signature du préfet de Zone de Défense et de Sécurité Sud-est (Arrêté préfectoral SGAMI SE DAGF-2018-11-05-60 du 05/11/2018), le Général Commandant la Région de Gendarmerie Auvergne Rhône-Alpes. Cette autorité est chargée d'engager les dépenses du marché de travaux et de les mandater en donnant au comptable public l'ordre de payer au titulaire du marché les sommes dues et vérifiées via l'outil financier budgétaire CHORUS

Centre de Service partagé CHORUS : chargé de la liquidation des dépenses

D.A.G.F. (Direction de l'Administration Générale et des Finances) SGAMI Sud-Est (Secrétariat Général de l'Administration du Ministère de l'intérieur) C.S.P. (Centre de Service Partagé) CHORUS 215 Rue André Philip 69421 Lyon cedex 03.

Comptable assignataire : Comptable public exécutant les opérations comptables du représentant du pouvoir adjudicateur du marché

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable public ministériel (CBCM) rattaché au ministère pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux. Ce comptable assignataire est le seul compétence pour exécuter les opérations comptables du pouvoir adjudicateur.

Il est visé par un arrêté fixant l'assignation des dépenses relevant de l'ordonnateur secondaire :

- Cet arrêté fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État, peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle et est publié au Journal officiel de la République française JORF

Désignation :

Trésorier Payeur Général du Rhône-Direction Régionale des Finances Publiques de Rhône-Alpes et du département - 3 rue de la charité 69268 Lyon cedex 2.

Financement de l'opération de travaux

Les travaux sont financés sur des crédits décentralisés mis en place dans le cadre du financement des opérations de maintenance immobilières domaniales : Programme CDGN Activité générique 308 **du P.152 et autre programme de financement du PPP3** pour le financement des dépenses liées aux variantes du marché, si elles sont retenues par le RPA.

ARTICLE 11--RESILIATION DU MARCHE/LITIGES ET DIFFÉRENDS/INTERRUPTION DES TRAVAUX

Litiges - différends :

En cas de litiges, le droit français est seul applicable. Le Représentant du pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations du marché.

Recours administratifs gracieux :

Le candidat peut adresser au représentant du pouvoir adjudicateur sa demande de recours administratif gracieux.

Tout différend doit être porté obligatoirement, par le Titulaire, à la connaissance du Représentant du pouvoir adjudicateur par écrit recommandé avec accusé de réception (RAR). Un mémoire de réclamation exposant les motifs devra être présenté, dans un délai de **20 (vingt) jours** à compter du jour où le différend est apparu. Il devra être conforme aux règles applicables au contentieux.

La personne publique dispose d'un délai de **2 (deux) mois à compter de la réception du mémoire de réclamation** pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le titulaire peut, dans les deux mois qui suivent une des décisions expresses ou implicites de rejet de sa Réclamation, demandé à la personne publique que les différends ou litiges, nés à l'occasion de l'exécution du marché, soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics.

L'introduction d'un recours contentieux ne fait pas obstacle à ce droit. La personne publique n'est pas tenue de donner suite à cette demande.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Lyon

(CCRA): ressort territorial du RHONE : DIRECCTE A l'attention du CCIRA de Lyon 1 boulevard Vivier Merle 69446 LYON CEDEX 03. Mme Anita AUBIN Tél : 04 26 99 28 33. Courriel : ara.ccira@direccte.gouv.fr

L'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable ne lie pas les parties.

Résiliation du contrat - Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 49.1 et 50.4 du CCAG Travaux, le RPA ajoute les mentions suivantes :

Dans le cas où le maître d'ouvrage met fin à tout moment de l'exécution des prestations du marché en le classant sans suite pour motif d'intérêt général, ou d'insuffisance budgétaire, le Représentant du pouvoir adjudicateur met fin à la procédure et en informe le titulaire. Aucune indemnité, compensation ou autre primes n'est due au titulaire

Dans le cas d'une déclaration sans suite pour motif d'intérêt général après la remise des offres mais avant tout début d'exécution des prestations, ou de notification, le RPA en informe les candidats sans qu'ils prétendent à une indemnité ou autres primes et d'indemnisation des frais engagés et autres investissements.

L'article 50.1 s'applique au marché.

Par dérogation à l'article 50.21 CCAG-T- Résiliation du fait du maître d'ouvrage ou représentant **pour ordre de service tardif**, et en cas de résiliation, le titulaire ne peut pas prétendre à une indemnisation des frais et investissements engagés pour le marché. Le titulaire présentera un décompte des frais et dépenses justifiant des marchandises, matériels et autres équipements achetés auprès de ses fournisseurs et stockés pour l'exécution des travaux. Les factures et bons de commandes nécessaires justifiant des dépenses seront présentées sur demandes au maître d'ouvrage pour acceptation. En cas d'accords, le décompte sera arrêté définitivement avec le titulaire sans autre indemnité financière.

Par dérogation à l'article 50.2.2 et 53.1.1 **après ajournement et interruption des travaux**, le marché peut être résilié sans indemnité d'attente et sans indemnisation des frais d'attente.

L'article 50.3 – Résiliation pour faute du titulaire s'applique au marché.

Dérogation à l'article 50.4 résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation prononcée par le Maître d'ouvrage pour ce motif, il n'est réglé aucune indemnité et aucun frais au titulaire. Seules les prestations exécutées et validées par le MOE donnent droit à un paiement du service fait conformément à l'état de décompte présenté avec justificatif.

Les article 53.1.2- **Ajournement des travaux** ; 53.2- **Interruption des travaux pour retard de paiement**; 53.3 suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles, s'appliquent au présent marché.

Conventionnelle à l'amiable

Les parties (Représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire) peuvent parfaitement convenir d'une résiliation amiable. Le titulaire a droit au paiement des prestations de travaux exécutés et réalisés.

ARTICLE 12 – GARANTIES-RÉCEPTION

Essais et contrôle des ouvrages exécutés avant réception :

Contrôle :

Les opérations de contrôle ont pour but de vérifier et de constater le respect d'obligation de résultat qui incombe au titulaire du marché.

Le titulaire avise le Maître d'œuvre de la date où il juge ses installations recevables. Cette notification est produite au moins deux (2) semaines avant la fin des travaux.

Les essais et contrôle des travaux, sont définis au CCTP et sont à la charge de l'entrepreneur. A la fin des travaux, le titulaire devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositions figurant dans les documents et avis techniques liés à la réalisation de l'ouvrage.

Essais et contrôles -Mise au point et mise en service : A la charge du Titulaire de chaque lot

Le titulaire fournit les caractéristiques de matériels prévus au CCTP, lorsqu'ils sont nécessaires. Ces pièces seront communiquées au Maître d'œuvre s'il y a lieu.

Les essais, vérifications particulières, et les contrôles d'ouvrage réglementaires prévus par les différents avis techniques, et normes DTU fixés au CCTP exécutés sur le chantier.

Les conformités des caractéristiques des performances de qualité des matériaux installés, produits et composants sont validées conformément aux exigences des prescriptions techniques du CCTP.

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans les documents particuliers du marché, sont à la charge du titulaire. Les essais techniques divers sont fixés et précisés au sein de chaque CCTP.

Un contrôleur technique désigné dans le marché et intervenant assiste le maître d'ouvrage pour les contrôles réglementaires et fixés dans sa mission.

Amorçage de la réception : Achèvement des travaux pour l'ensemble des corps d'états des 5 lots, unique et globale. La réception est unique et globale pour tous les lots à la réalisation globale et totale de l'ouvrage.

Procédure : Conforme à l'article 41 du CCAG-T

Le Titulaire avise par écrit ou par un avis d'achèvement des travaux, le représentant du Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront, en demandant les OPR.

Opérations préalables à la décision de réception : (OPR). Application du CCAG-T (Article 41,2)

Les O.P.R. sont effectuées par le Maître d'œuvre désigné dans le marché qui en informe le Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre procède en convoquant sur site le titulaire, aux opérations préalables à la réception, assisté d'un personnel du Bureau Immobilier et Logement de la gendarmerie, représentant le maître d'ouvrage. Les OPR sont effectuées dans un délai de **Vingt jours (20)** jours à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement adressé par le titulaire ou de la date indiquée dans l'écrit de l'achèvement des travaux.

Ces OPR font l'objet d'un procès verbal signé sur le champ et sur le site, par le MOE et le titulaire.

Acte de la décision de la réception : conforme à l'article 41.3 du CCAG-T

Le procès-verbal de réception des travaux est conforme aux modèles réglementaires et adaptés et effectués avec le maître d'œuvre ou son délégataire. La réception, est une opération prononcée contradictoirement. Elle fait l'objet d'un **Procès-verbal de réception** de travaux, signé et accepté avec ou sans réserve et valant constatation que les engagements contractuels pris par le Titulaire ont été respectés. Il est visé par le Titulaire et le Maître d'ouvrage, ou son représentant délégataire. La réception est **unique et globale. Pas de réception par lot**. Elle fait l'objet d'une opération d'ensemble à la fin des travaux de tous les lots.

A l'issue des opérations de travaux exécutées, si celles-ci ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le Pouvoir adjudicateur peut décider soit de les accepter avec réserves, soit d'aviser le Titulaire de les compléter, d'en achever l'exécution ou de les rejeter. Dans le cadre de la réfaction, le prix est modifié proportionnellement à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Les réserves ne font pas obstacles à la réception.

Levées des Réserves : (dérogation à l'article 41.6 CCAG-T)

Lorsque la réception est assortie de réserve, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé de quinze (15) jours par le maître d'œuvre. En l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie définie ci-dessous. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits par le titulaire, dans le délai fixé, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Réception partielle et avant achèvement de l'ensemble des travaux : Sans objet.

Elle est unique et globale, pour le marché.

Vices de construction et autres malfaçons :

Si le maître d'ouvrage ou son maître d'œuvre délégué présume qu'il existe une malfaçon, ou imperfection, le titulaire est tenu d'effectuer la réparation dans le délai fixé qui lui sera imparti par le maître d'œuvre, ou en l'absence de délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie.

Mise à disposition de l'ouvrage :

Le titulaire a la responsabilité de la protection des ouvrages, des installations et des appareils et fournitures jusqu'à la réception de ceux-ci.

Le transfert et la garde de l'ouvrage sont effectués lors de la réception actée par le Procès-verbal signé et daté entre les deux parties. Un état des lieux contradictoire est établi entre le titulaire et le maître d'œuvre.

Garanties contractuelles du titulaire :

Le point de départ des délais ci-dessous est la date de réception, figurant sur le procès-verbal de réception.

Garantie de Parfait achèvement : (GPA)

*Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée et précisée, **d'un (1) an à compter de la date d'effet de Réception***. Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu à une obligation dite « Obligation de parfait Achèvement ». Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'ouvrage ou son représentant sur site, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception. Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le Maître de l'ouvrage et le Titulaire concerné. La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage. A l'expiration du délai de garantie, si le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le délai de garantie peut être prolongé par le RPA, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations.

Garantie de Bon fonctionnement : (article 1792-3 du code civil)

La garantie de bon fonctionnement concerne les équipements, les fournitures installées durant **deux (2) ans à compter de la date de réception des travaux**. Elle a pour objectif de garantir les vices non apparents lors de la

réception. Elle concerne les éléments d'équipement dissociables du bâtiment, c'est à dire ceux dont la dépose, le démontage ou le remplacement peut s'effectuer sans détérioration de l'ouvrage.

Garantie décennale : (articles 1792 et 1792-2 du code civil):

L'attestation est remise par le titulaire conformément aux prescriptions de l'article 9 du CCAP.

Garanties Particulières : Sans objet

La participation au présent marché à procédure adaptée vaut acceptation du présent C.C.A.P.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

ARTICLE 13– PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Résultats attendus, livrables du marché - Connaissances antérieures

Il fait application des articles 45 à 48 du CCAG T de référence.

ARTICLE 14– DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU CCAG-T 2021

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP-S
4. Pièces contractuelles	9. Pièces contractuelles
5. Confidentialité – Protection des données personnelles	7. Rubrique <i>secret professionnel et confidentialité</i>
8. Assurances	9. Rubrique attributions-Pièces contractuelles assurances
12.4. Décompte général - Solde	10. Prix/Règlement/Avance/Acompte
19. Pénalités, primes et retenues	10. Prix/Règlement/Avance/Acompte
20.1 et 20.2. Clause d'insertion et clause environnementale générale	6. Dispositions environnementales et sociales
27. Plan d'implantation des ouvrages et piquetage	7. Organisation du chantier/implantation/piquetage
28.1 et 28.2. Durée période préparation et Programme d'exécution	5. Modalités d'exécution et préparation
36. Gestion des déchets de chantier	7. Organisation du chantier/Sécurité et Hygiène <i>Rubrique gestion des déchets</i>
41.6. Réception assortie de réserves	12. Garanties/Réception. <i>Rubrique levée des réserves</i>
49.1. Principes généraux de résiliation 50.2.1. Résiliation pour ordre de service tardif 50.2.2. Après ajournement ou interruption de travaux 50.4. Pour motif d'intérêt général	11. Résiliation
53.1.1 Ajournement des travaux	11. Résiliation. Rubrique ajournement
54. Clauses de réexamen	2. Dispositions générales de la procédure- <i>Rubrique clauses de réexamen</i>

A SATHONAY-CAMP,

SIGNE ORIGINAL

Le général de corps d'armée Laurent TAVEL
commandant la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité sud-est
représentant du pouvoir adjudicateur

